

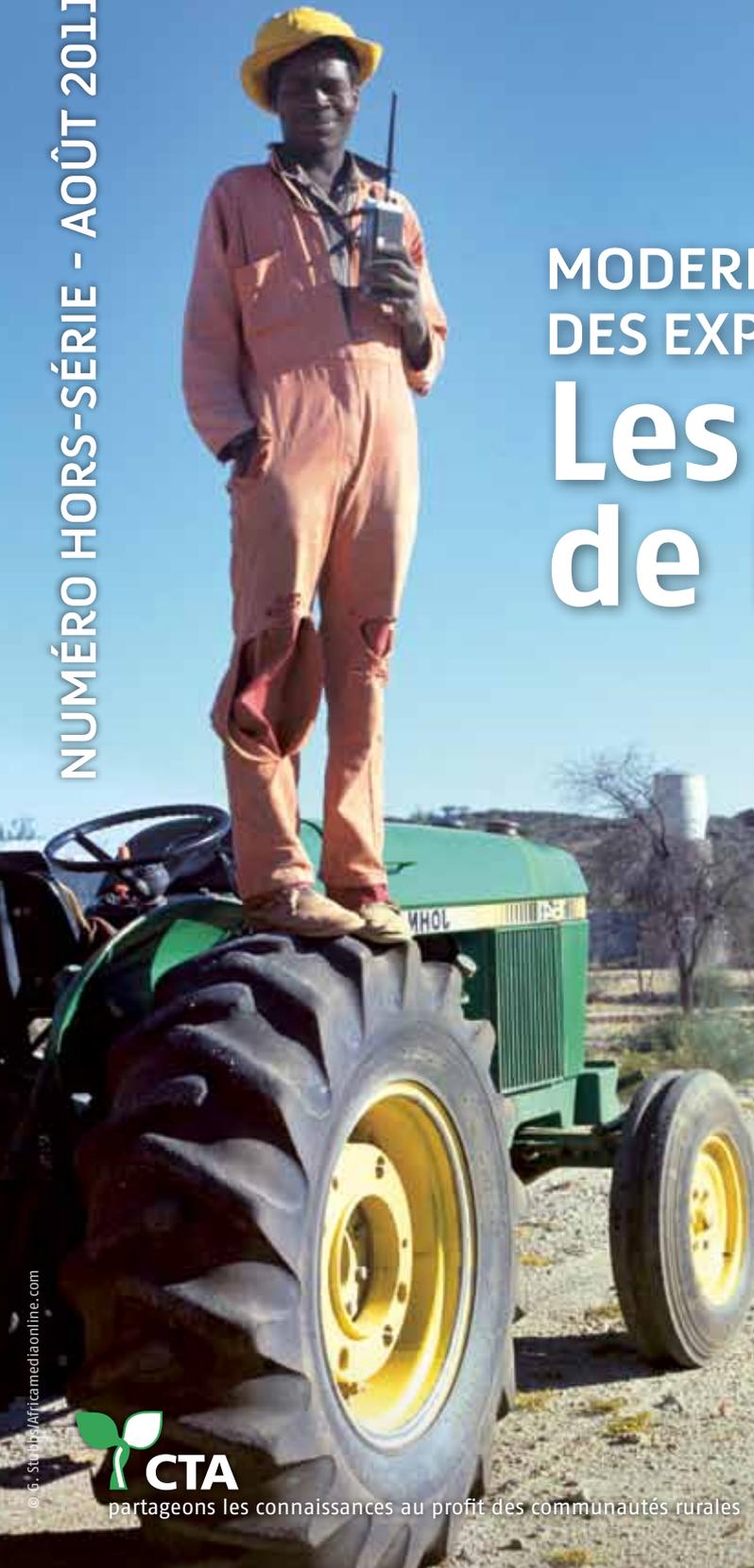
SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

NUMÉRO HORS-SÉRIE - AOÛT 2011

MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES **Les chemins de la réussite**



1 | LES DÉFIS

- LE CHAMP DES POSSIBLES 3
- Interview : “Les marchés urbains, moteurs de l’agriculture” par Nicolas Bricas 6

2 | LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS

- PETIT EXPLOITANT DEVIENDRA GRAND 9
- Office du Niger : louer pour aménager 10
- Reportage en Ouganda : une excellente récolte 12
- Aquaculture : recycler l’eau et l’espace 14
- Interview : “Du journalisme à l’agriculture” par Christian Roko 15
- Interview : “Respecter les petits producteurs” par Stephen Muchiri 16
- Priorité à la sécurité alimentaire 16

3 | AGIR POUR MODERNISER

- PRENDRE SON ESSOR 17
- Reportage à la Barbade : transformer pour moins gâcher 20
- Reportage en Papouasie–Nouvelle–Guinée : les maillons d’une chaîne 22
- Interview : “L’agriculture et l’économie main dans la main” par António Souto 23
- Afrique du Sud : informatique laitière 24
- Interview : “Qualité et marchés” par Allister Glean 24
- Interview : “Quand l’État soutient l’investissement” par Betty Wampfler 26
- Warrantage : les agriculteurs attendent leur heure 26

4 | LES POLITIQUES AGRICOLES

- CRÉER UN TERREAU FAVORABLE 27
- Foncier au Burkina Faso : concilier légalité et légitimité 28
- Reportage au Rwanda : une révolution verte à marche forcée 31
- Reportage au Malawi : des subventions intelligentes 32
- Interview : “Accompagner les mutations du secteur agricole” par Rui Silva 33
- Recherche mondiale : réformer la formation agricole 34
- Interview : “Une productivité maîtrisée” par Élisabeth Atangana 34

SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l’Accord de Cotonou entre le groupe des pays d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l’Union européenne, et financé par l’UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Thierry Doudet, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard, Isolina Boto, Vincent Fautrel, José Filipe Fonseca, Ibrahim Tiémogo • **RÉDACTION** : Directrice de la rédaction : Marie-Agnès Leplaideur • Rédactrice en chef de la version française et coordinatrice : Anne Perrin • Syfia International, 20 rue du Carré-du-Roi, 34000 Montpellier, France • Rédactrice en chef de la version anglaise : Clare Pedrick • Via dello Spagna 18, 06049 Spoleto (PG), Italie • Rédacteur en chef de la version portugaise : João de Azevedo, Sítio Alportel 20 A, 8150-014 S, Brás de Alportel, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro S. Diarra (Mali), I. Maïga (Burkina Faso), C. Mkoka (Malawi), A. Nabwowe (Ouganda), V. Prasad (Papouasie–Nouvelle–Guinée), A. Taitt (Barbade), A.–B. Twizeyimana (Rwanda), F. Zvomuya (Afrique du Sud) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : Atenao, J. Bodichon, L. de Araújo, D. Manley, Tradcatts • **DESIGN ET MISE EN PAGE** : Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION** : Pure Impression, France • © CTA 2011 – ISSN 1011-0054

La solution : l’entrepreneuriat



Alors que, pour certains, le concept de chaîne de valeur appliqué au développement agricole n’est qu’un simple phénomène

de mode, il promet en fait de transformer l’agriculture en modernisant les pays ACP. En effet, les perspectives économiques de ces pays dépendront de leur capacité à moderniser leur secteur agricole, facteur déterminant pour réduire la pauvreté et stimuler la croissance. La transformation agricole exige de s’adapter à un nouvel environnement et de relever des défis qui évoluent en permanence. L’une de ces principales gageures consiste à passer de l’agriculture de subsistance à une agriculture commerciale et d’entrepreneuriat. Bon nombre de débats récents dans les pays ACP portent sur le type d’agriculture à promouvoir, agriculture familiale ou agrobusiness. Alors qu’il peut y avoir de bonnes raisons de soutenir un modèle plutôt que l’autre, l’expérience internationale montre clairement qu’il n’existe pas de solutions toutes faites ni universelles. Par exemple, l’expérience de l’UE prouve que, même si l’industrie agroalimentaire joue actuellement un rôle majeur, l’agriculture familiale est toujours très active et exerce encore une fonction essentielle en assurant la sécurité alimentaire et en soutenant le développement régional. Il faut absolument reconnaître le besoin de rassembler toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements et institutions publiques, pour développer une vision commune, définir des objectifs et adopter une feuille de route. Pour atteindre tous ces buts, l’entrepreneuriat est la clé du succès. Nous espérons que ce numéro spécial de *Spore* sera une source d’inspiration pour vous. Vous y découvrirez que la transformation agricole et la modernisation sont déjà en cours dans de nombreux pays ACP. D’importantes leçons peuvent être partagées à travers les pays et les régions.

Michael Hailu
Directeur du CTA



1 | LES DÉFIS

Le champ des possibles

Moderniser l'agriculture, qui les fait vivre et emploie l'essentiel de leur population, est le défi à relever pour la plupart des pays ACP dans les décennies à venir. Mais les petites exploitations, largement majoritaires, peuvent difficilement y arriver seules.



1 | LES DÉFIS

Dire que la majorité des pays ACP sont des pays essentiellement agricoles semble une évidence. Pourtant, jusqu'à une date récente, cette prééminence de l'agriculture dans l'économie et dans la vie sociale de ces pays a été quelque peu occultée. Gouvernements et bailleurs de fonds s'en sont peu préoccupés, préférant laisser agir un marché mondial libéralisé. Aujourd'hui, ce secteur revient sur le devant de la scène et il lui est beaucoup demandé : assurer la souveraineté alimentaire ; employer une population en croissance rapide, particulièrement en Afrique, et la faire vivre décemment ; exporter pour faire rentrer des devises. Pour relever tous ces défis, la préoccupation centrale est d'augmenter très fortement la production, donc la productivité, en "modernisant" l'agriculture. Des mutations qui peuvent prendre des formes aussi variées que le sont les situations de départ, les diversités géographiques ou les régimes politiques.

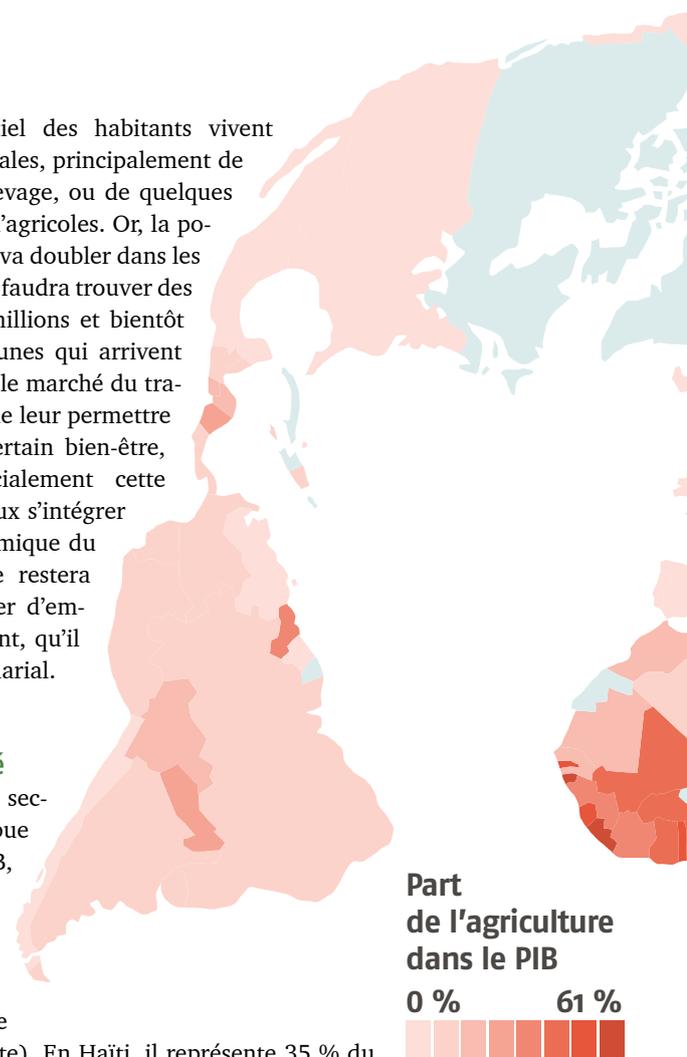
Ces changements d'orientation prennent en compte les chiffres marquants qui font de l'agriculture le pivot du développement de nombreux pays actuellement et pour les décennies à venir. Le secteur agricole emploie toujours une large majorité de la population : 63 % en Afrique subsaharienne, jusqu'à 83 % en Éthiopie, 81 % au Rwanda et encore 78 % au Kenya, selon les chiffres 2009 de la Banque mondiale. Dans les Caraïbes, ce taux est de 60 % en Haïti et seulement de 9,8 % à Trinité-et-Tobago, beaucoup plus industrialisée. Il en est de même dans une grande partie des îles du Pacifique, comme au Vanuatu, où l'agriculture occupe 70 % de la population active.

Malgré un fort exode rural qui a fait rapidement enfler les capitales africaines depuis une trentaine

d'années, l'essentiel des habitants vivent dans les zones rurales, principalement de la culture, de l'élevage, ou de quelques activités autres qu'agricoles. Or, la population africaine va doubler dans les 40 ans à venir et il faudra trouver des emplois aux 10 millions et bientôt 20 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. À condition de leur permettre d'accéder à un certain bien-être, de valoriser socialement cette activité et de mieux s'intégrer dans la vie économique du pays, l'agriculture restera pour eux un vivier d'emplois très important, qu'il soit familial ou salarial.

Un secteur économique clé

C'est aussi un secteur qui contribue fortement au PNB, à hauteur de 30 % en moyenne en Afrique : 44 % au Mali, mais 7,8 % en Angola, riche en pétrole (cf. carte). En Haïti, il représente 35 % du PNB, mais seulement 9,8 % aux Fidji. Dans de nombreux pays, sans ressources minières, les exportations agricoles restent la principale source de devises : ►



Glossaire

Agriculture commerciale

Forme d'agriculture intégrée à l'économie, dont la production est essentiellement ou exclusivement destinée à être vendue. Son efficacité suppose de fréquents investissements. Elle s'oppose à l'agriculture vivrière.

Agriculture vivrière

Agriculture essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance. La production n'est destinée ni à l'industrie agroalimentaire ni exportée. Elle est en grande partie autoconsommée par les paysans eux-mêmes et la population locale.

Sécurité alimentaire

Selon la FAO, c'est l'accès de tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture leur permettant de mener une vie saine et active. Réaliser la sécurité alimentaire consiste à faire en sorte que des quantités suffisantes de nourriture soient disponibles, que les approvisionnements soient relativement stables et que les personnes ayant besoin de nourriture puissent y avoir accès.

Souveraineté alimentaire

Droit international qui laisse la possibilité aux populations, aux États ou aux groupes d'États de mettre

en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays.

Système agroalimentaire

Manière dont les hommes s'organisent et organisent l'espace à différentes échelles afin de produire et consommer leur nourriture

Système de production agricole

Combinaison des cultures, des activités d'élevage et des moyens de production (terre, capital, travail) mis en œuvre au niveau de l'exploitation familiale



► c'est le cas au Bénin (53 %), au Kenya (78 %), au Cameroun (70 %), etc. L'agriculture participe ainsi activement à la création de la richesse nationale. Dans les

agricole et dépend des importations pour se nourrir ; Haïti ne couvre que 70 % de ses besoins alimentaires. Même les agriculteurs qui n'arrivent pas toujours à manger à leur faim consomment des produits importés.

C'est là une situation inquiétante alors que les prix agricoles mondiaux fluctuent sans cesse et que ces achats pèsent très lourd dans les balances commerciales des États. En 2010, selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, les importations alimentaires ont coûté 33 milliards de dollars (23 milliards €) à l'Afrique. À

présent, le continent africain importe plus qu'il n'exporte. Sortir de cette dépendance dangereuse, assurer sa souveraineté alimentaire est plus que jamais à l'ordre du jour depuis la crise de 2008.

Ces chiffres confirment bien que l'agriculture peut être le secteur clé du développement économique et social pour une majorité des régions ACP, surtout celles qui ne disposent pas d'autres matières premières (bois, minerais, pétrole). Mais ils masquent à la fois de profondes disparités et l'insuffisante production et productivité d'une majorité de ces systèmes agricoles, qui sont appelés à évoluer rapidement. Les différences suivant les pays dans la valeur ajoutée à l'agriculture par travailleur, l'indice qui permet de mesurer la productivité, le montrent clairement. Selon la Banque mondiale, cet indice ►

pays qui sortent de longues années de conflits et d'abandon par les services de l'État, comme en République démocratique du Congo, la production agricole est aussi la première à redémarrer, entraînant dans son sillage d'autres activités, comme la transformation et le commerce. Une simple route à nouveau carrossable fait doubler la production en moins d'un an.

Cependant, la vocation première des paysans est de se nourrir et d'assurer la sécurité alimentaire des habitants de leur pays. Depuis 30 ans, les agriculteurs n'ont eu de cesse d'augmenter leur production de céréales, de tubercules et de légumes. Mais leurs efforts ne suffisent pas ou peuvent dans certains cas être freinés par la concurrence des importations massives devenues de facto indispensables dans la majorité des pays ACP, des îles du Pacifique à l'Afrique, en passant par les Caraïbes. Ainsi, Trinité-et-Tobago exporte 80 % de sa production

Sur le marché de Bujumbura (Burundi)



© Syfia International



► est, en Guinée, de 225 \$ (158 €), 16 fois inférieur à celui de l'Afrique du Sud (3 641 \$ [2560 €])... et atteint 77 901 \$ (54 700 €) aux États-Unis. Les rendements sont eux deux fois inférieurs à la moyenne mondiale. Les marges de progrès sont donc énormes...

Les petites exploitations familiales majoritaires

Partout, ce sont les petites exploitations familiales qui dominent et assurent 90 % de la production... Ces exploitations vont de la petite agriculture de subsistance, qui nourrit juste la famille et pourvoit à ses besoins de base, à de petites agro-entreprises insérées dans des circuits commerciaux qui font parfois appel à des salariés. Leur caractéristique commune est qu'activités économiques et structure

La croissance agricole a augmenté de 50 % en Afrique depuis 1980

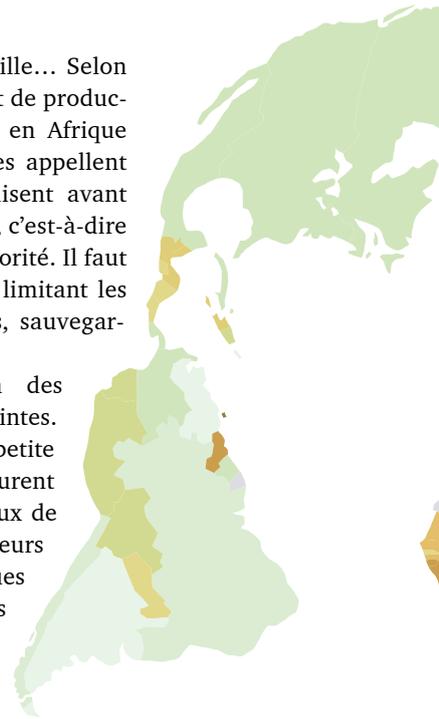
familiale sont intimement liées : les champs sont cultivés par la famille, surtout par les femmes qui assurent aussi souvent la vente dans les marchés, les terres se transmettent surtout par héritage, les

décisions sont prises par le chef de famille... Selon le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), en Afrique ces exploitations familiales, que d'autres appellent unités de production familiales, produisent avant tout pour "vivre" plus que pour "vendre", c'est-à-dire qu'accroître leurs revenus n'est pas la priorité. Il faut aussi assurer la sécurité alimentaire en limitant les risques, entretenir les relations sociales, sauvegarder les terres.

De tels objectifs correspondent à des modes de vie, mais surtout à des contraintes. Majoritairement, les fermes sont de petite taille, souvent moins de 2 ha, qui ne procurent qu'un faible revenu et où il est dangereux de miser sur une seule culture. Les producteurs

ne disposent que de quelques outils aratoires simples, mais très, très rarement de tracteurs ou de motoculteurs,

parfois de pompes à eau si elles sont installées près d'un point d'eau. Acheter des semences améliorées, des engrais et des produits phytosanitaires est difficile, voire impossible, ►



INTERVIEW

NICOLAS BRICAS

Les marchés urbains, moteurs de l'agriculture

Les villes sont les premiers débouchés des agriculteurs. Ces marchés les poussent à accroître leur production de produits frais et à moderniser leurs exploitations pour répondre aux exigences des entreprises agroalimentaires et des distributeurs, parfois difficiles à suivre.

Quelle importance les marchés urbains ont-ils sur la production agricole ?

Les marchés urbains sont le premier moteur de l'agriculture en Afrique. Ces dernières décennies, les agriculteurs ont su s'adapter à la croissance démographique des villes. Ils ont innové pour répondre aux demandes des consommateurs, par exemple en sélectionnant des variétés d'igname ou de fonio. Leurs innovations ne viennent pas toujours de la recherche. Intensification, utilisation d'intrants ou de

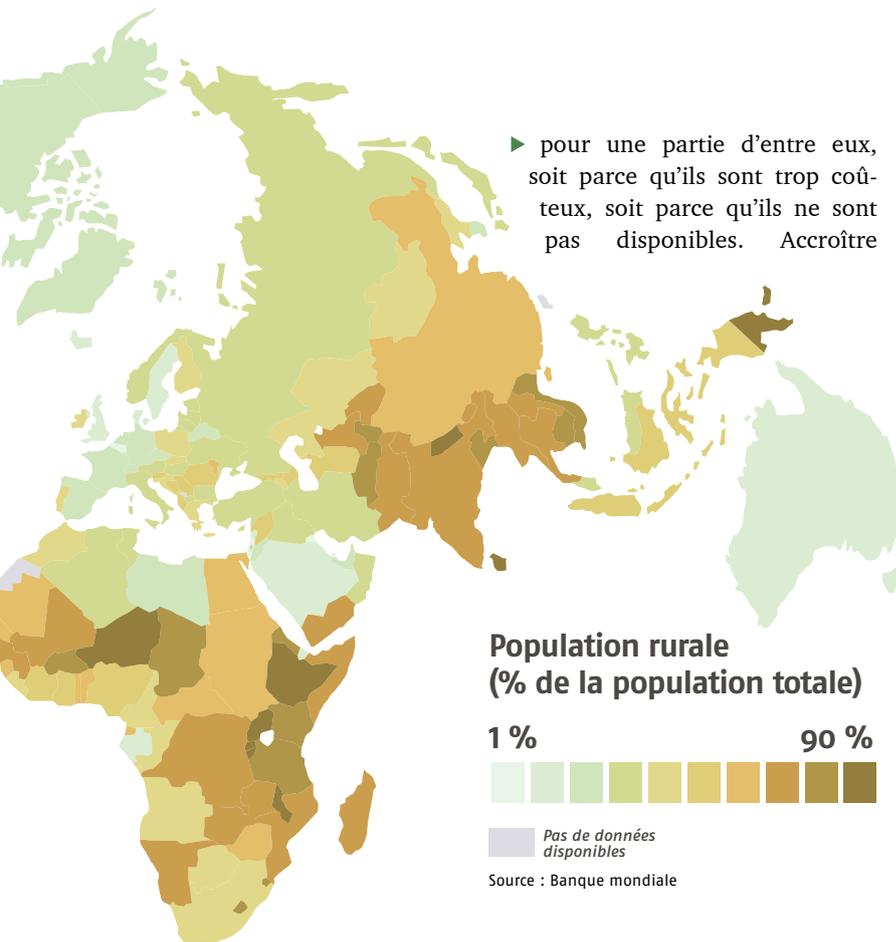
matériel ont introduit des changements importants dans nombre d'exploitations : un début de modernisation, qui a permis d'accroître les quantités produites.

La vente aux citadins constitue le principal débouché des agriculteurs. Elle représente plus en valeur marchande que les marchés d'exportation. Les cultures vivrières sont aussi parfois plus rentables que les cultures de rente. Les producteurs du Nord-Cameroun ont remplacé le coton par l'igname dont le marché est

très porteur. Les agriculteurs qui vendent leurs surplus ou produisent pour ces marchés en tirent donc l'essentiel de leurs revenus. Curieusement, pourtant, la connaissance de ces filières et des emplois qu'elles génèrent reste très insuffisante... Pendant longtemps, on a estimé que le développement de l'agriculture était lié à celui des marchés extérieurs ; la crise de 2008 a permis de recentrer l'intérêt



Chercheur au CIRAD, Nicolas Bricas est agronome et socio-économiste, ses recherches portent sur les politiques de sécurité alimentaire et les changements de modes de consommation en Afrique.



► pour une partie d'entre eux, soit parce qu'ils sont trop coûteux, soit parce qu'ils ne sont pas disponibles. Accroître

significativement les rendements est un défi que les plus pauvres axés sur les cultures vivrières ne peuvent pas relever seuls. Ils consomment presque toute leur récolte, en vendent souvent difficilement et à bas prix une toute petite partie pour acheter des biens de première nécessité ou envoyer les enfants à l'école. Ils n'ont donc pas les moyens d'investir.

Des freins à la modernisation

Les marchés, sauf pour les producteurs proches des villes, sont souvent restreints, en particulier dans les régions enclavées où les coûts de transport sont deux fois plus élevés qu'ailleurs. Les marchés régionaux et de filières bien structurées ne fonctionnent que sur certains produits comme l'oignon de Galmi au Niger ou les pommes de terre du Fouta-Djalou en Guinée, toujours donnés en exemples, ou sur des produits d'exportation. Sinon, seuls les producteurs les plus importants arrivent à intégrer des filières. Les petits ne le peuvent que s'ils sont accompagnés. Au Sénégal, par exemple, constate l'étude RuralStruc, les agriculteurs de la région du fleuve – qui a bénéficié d'importants investissements, est proche des ►

sur les marchés des villes majoritairement constitués de produits locaux, contrairement à des idées souvent répandues.

Quel rôle joue la demande des consommateurs urbains dans la commercialisation et la transformation des produits agricoles ?

Le secteur agroalimentaire est la courroie de transmission entre la production agricole et la consommation. Il permet d'adapter l'offre agricole à la demande et de la valoriser.

C'est un secteur dans lequel les femmes se sont investies pour proposer des produits transformés tels que les huiles, les semoules, les produits séchés, fermentés. En Afrique de l'Ouest, ce sont généralement de toutes petites entreprises. Certaines femmes cependant investissent pour proposer des produits emballés, par exemple. Mais la faiblesse du pouvoir d'achat des citadins paupérisés et sans emploi limite les débouchés des industries agroalimentaires. Ils ont du mal à payer la valeur ajoutée des produits qui en sont issus. C'est donc un cercle vertueux de modernisation qu'il faut engendrer, qui doit

toucher autant les producteurs agricoles et les transformateurs que les acheteurs. Le développement d'une classe moyenne attirée par des produits faciles d'emploi, disponibles toute l'année et de qualité régulière pousse au développement d'entreprises agroalimentaires plus modernes.

Quels sont les effets de la modernisation du secteur agroalimentaire et de la commercialisation sur celle de l'agriculture ?

Les petites et moyennes entreprises agroalimentaires qui se multiplient – de cinq petites minoteries de mil en 1990, le Sénégal en est à 50 – veulent répondre à ces besoins des consommateurs, remplaçant la vendeuse du marché dont on connaissait bien le produit et son origine. Elles deviennent exigeantes pour assurer la régularité et la qualité de leurs productions. Les agriculteurs ont un cahier des charges précis ou signent un contrat d'achat avec les grosses entreprises. Des contraintes insurmontables pour les petits agriculteurs qui accélèrent la concentration des exploitations agricoles. Ils doivent se moderniser pour y répondre. Des organisations de

producteurs peuvent parfois le faire mais c'est souvent difficile.

Le développement des supermarchés risque de précipiter cette concentration et de laisser de côté les petits exploitants qui ne pourront pas investir pour respecter les normes requises par les distributeurs. Cette volonté de rationaliser la commercialisation menace de nombreux emplois dans la vente et dans la production agricole. Une évolution trop rapide risque de faire de gros dégâts. En Europe, elle a pris des décennies...

Les marchés intérieurs africains attirent-ils des investisseurs comme les terres agricoles ?

Oui, la valorisation et la distribution des produits locaux à destination des marchés locaux apparaissent comme un créneau rentable pour des investisseurs, locaux comme étrangers. Mais il n'est pas évident que ces industries génèrent plus d'emplois qu'elles n'en suppriment. Les enjeux ne sont donc pas seulement de produire plus et mieux. Ils sont aussi de gérer le rythme de l'industrialisation qui s'opère en fonction des besoins d'emplois.



► marchés côtiers et dispose d'une usine de transformation de tomates industrielles – ont des revenus beaucoup plus élevés que ceux de Casamance, enclavée et peu organisée.

La répartition du travail entre les sexes freine aussi les investissements. Les hommes se consacrent plus volontiers aux cultures de rente qui rapportent de l'argent tandis que, dans de nombreux pays, les femmes se cantonnent aux cultures vivrières mais sans moyens. Ceux qui ont l'esprit d'entreprise et cherchent à innover pour accroître leurs revenus ne sont pas toujours bien vus de leurs proches ou de la communauté, à plus forte raison s'il s'agit de femmes.

La plupart de ces exploitations sont fragiles et à la merci des aléas climatiques, voire commerciaux pour certaines. Une sécheresse prolongée, des pluies trop fortes qui emportent les cultures – ce qui est de plus en plus fréquent dans certains pays comme ceux de l'est de l'Afrique – ruinent ces agriculteurs qui ne bénéficient pas d'assurances pour pallier ces calamités.

Des innovations à encourager

Pendant longtemps, ces unités familiales de production ont été considérées comme archaïques et incapables d'évoluer. Pourtant, durant les 30 dernières années, elles ont su s'adapter aux besoins. La croissance agricole en Afrique subsaharienne est passée de 2,3 %

Des politiques agricoles cohérentes et structurées sont indispensables à la modernisation

par an dans les années 1980 à 3,8 % par an entre 2000 et 2005, dépassant bien souvent celle des autres secteurs. Dans la même région et sur la même durée, la productivité de l'agriculture a crû de 50 %.

Les capacités d'innovation de ces exploitations sont importantes et leur adaptation aux opportunités locales rapide. Au cours des dernières décennies, le maraîchage a connu un boom sans précédent autour des villes et aussi comme culture de soudure dans les zones sahéniennes ; le maïs a connu une large expansion dans de nombreux pays avec l'introduction de



© Syfia International

Usine de mise en conserve de haricots à Butaré (Rwanda)

variétés adaptées aux différentes régions ou à la sécheresse en Afrique australe ; il en est de même pour le manioc et l'adoption de nouvelles variétés mises au point par la recherche. La petite irrigation s'est développée, la culture attelée aussi dans les pays sahéniens. Les organisations de producteurs se sont multipliées dans la plupart des pays d'Afrique, surtout dans l'Ouest. Au Burkina Faso, presque tous les villages en comptent au moins une.

Les nombreux systèmes d'information sur les marchés, le développement de la microfinance rurale, du conseil de gestion... tous ces outils développés à l'origine le plus souvent par des projets touchent une frange de ces petits exploitants, mais ne sont pas suffisants pour enclencher une véritable modernisation de l'agriculture qui permette aux ruraux de vivre correctement et aux pays de produire assez pour se nourrir et exporter. C'est de politiques agricoles cohérentes et structurées qui

traitent l'ensemble des problèmes que les petits producteurs ont besoin pour passer des caps décisifs. De la formation professionnelle des futurs agriculteurs à la construction ou à l'entretien des routes et pistes rurales, à l'électrification des campagnes en passant par l'aménagement du territoire, la mise à disposition des intrants à un coût abordable, l'accès au crédit, la sécurisation des terres... le chantier est très vaste pour la plupart des pays ACP qui veulent que l'agriculture continue à être le fer de lance de leurs économies et le principal bassin d'emploi de leurs habitants. ■



2 | LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS

Petit exploitant deviendra grand

Une multitude de petites exploitations, quelques entreprises agricoles et de puissantes sociétés étrangères composent actuellement le paysage agricole des pays ACP. Toutes n'évoluent pas au même rythme.



2 | LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS

Ingénieux, inventifs, courageux, travailleurs, les agriculteurs et surtout les agricultrices des pays ACP ne manquent ni de qualités, ni d'atouts. Ils ont su le prouver durant les dernières décennies. Cependant, malgré leurs efforts, ces millions de petits agriculteurs restent pauvres, voire très pauvres. Selon l'étude RuralStruc, en Afrique, 75 % des ménages interrogés gagnent en moyenne moins de deux dollars par personne et par jour. Au Mali, ils sont même près de 90 %. De quoi juste assurer leurs besoins primaires, à peine de quoi se nourrir parfois. En dépit du nombre de personnes qu'elles font travailler, ces petites exploitations familiales n'arrivent pas non plus à assurer la sécurité alimentaire de leurs pays, en Afrique comme aux Caraïbes et dans les îles du Pacifique. Elles ne peuvent non plus créer des richesses suffisantes pour se développer.

Tout le monde s'accorde ainsi à dire que la "modernisation" de ces agricultures est urgente et indispensable, inéluctable disent d'autres. Mais tous ne l'entendent pas de la même façon. Certains y voient une évolution de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale, d'autres l'implantation de grandes entreprises agricoles fortement mécanisées employant une main-d'œuvre abondante. Ces deux visions s'affrontent ou se superposent au sein d'un même pays, donnant des évolutions contrastées. Entre la toute petite exploitation familiale qui peine à survivre et les énormes exploitations commerciales de plusieurs milliers d'hectares, la gamme est large et les formes de modernisation variées.

L'exemple des investisseurs étrangers ?

Certains pays estiment que l'arrivée massive d'investisseurs étrangers attirés par les réserves foncières, en



© IFAD/R. Ramasomanana

particulier africaines, est une intéressante opportunité de modernisation rapide de leur agriculture et de sécurité alimentaire pour leur population. L'Éthiopie a ainsi déjà loué plus de 600 000 ha de terres à des investisseurs étrangers qui financent quelque 800 projets agricoles. Le gouvernement de ce pays espère ainsi nourrir sa population et insuffler un vent de modernisation chez les agriculteurs locaux.

Tout récemment, certains pays des Caraïbes, très dépendants des importations alimentaires, ont décidé d'ouvrir leurs terres aux investisseurs pour mettre en place de grandes entreprises agricoles.

La productivité des terres gérées par ces entreprises qui ont les moyens d'investir est forte, souvent sans ►

Un agriculteur sur son tracteur au village de Vohitranivona (Madagascar)

MALI

Louer pour aménager

Vaste plaine irrigable de 960 000 ha au centre du pays, l'Office du Niger est le grenier à riz du Mali, mais seuls 85 000 ha sont aujourd'hui aménagés. Manquant de moyens pour étendre les infrastructures d'irrigation, le gouvernement malien a cédé 100 000 ha à la Libye. Les autorités libyennes ont signé un contrat de bail de 50 ans, sans contrepartie financière, s'engageant à réaliser les travaux d'aménagement nécessaires pour mettre en valeur ces

terres et permettre la mise en culture de 100 000 ha supplémentaires pour les agriculteurs maliens. Il s'agit d'y cultiver des variétés de riz à haut rendement (8 t/ha), en collaboration avec le Centre national chinois du riz hybride. Le riz produit sera destiné à la consommation locale et à celle des Libyens. Malibya Agriculture, la société créée par la Libye pour le projet, a confié les travaux d'aménagement démarrés en 2008 à une entreprise chinoise. Malibya a déjà réalisé l'agrandissement du canal d'approvisionnement en eau et le bitumage d'une route de 40 km à Bougouwéré, dans la zone de Macina. Ce premier volet devrait aboutir

à l'aménagement d'une tranche de 25 000 ha. Un autre canal à fort débit sera réalisé par les Libyens et offert au Mali pour la mise en valeur de nouveaux casiers rizicoles. Mais, pour cette campagne agricole, seuls 6 000 ha seront mis en valeur, car les travaux sont arrêtés depuis avril à cause de la guerre en Libye. Ce projet avait fait l'objet de virulentes critiques au Mali, car de nombreux petits paysans ont dû être déplacés et ont perdu leurs terres. L'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) a cependant obtenu l'indemnisation des agriculteurs, aujourd'hui réinstallés.

Soumaïla Diarra



► commune mesure avec celle des paysans locaux. Elle fait rêver les responsables de ces pays. Ainsi, les Chinois prévoient des rendements de riz de 60 à 75 quintaux à l'hectare, deux à trois fois plus que ceux des paysans de Tanzanie où la Chongqing Seed Corp s'est installée.

Parfois, ce sont aussi des entreprises privées locales qui se développent grâce à ces cessions massives de terres. Au Kenya, c'est la société Mumias Sugar Company Ltd, la plus grande entreprise sucrière du Kenya, et l'Autorité pour le développement du fleuve Athi-Tana (ADFTA) qui veulent créer une plantation de canne à sucre de 16 000 hectares pour la production d'agrocultures. Pourtant, le delta de ce fleuve Tana est actuellement cultivé par des milliers d'agriculteurs et les éleveurs viennent y faire paître leurs troupeaux.

Ces entreprises modernes montées par de grandes sociétés privées ou publiques sont violemment contestées. Elles ne garantissent pas, loin s'en faut souvent, la sécurité alimentaire. Une grande partie des productions de ces terres cédées est, en priorité, destinée à nourrir des pays comme la Chine, la Lybie, l'Arabie saoudite, etc. ou à être exportée sur les marchés mondiaux (fleurs, légumes, etc.). La part qui reste sur les marchés locaux est souvent faible et peut contribuer à les déstabiliser au détriment des petits producteurs.

Ce qui inquiète le plus les organisations de producteurs, c'est que ces ventes ou ces locations de terres touchent souvent des zones fertiles déjà cultivées dont

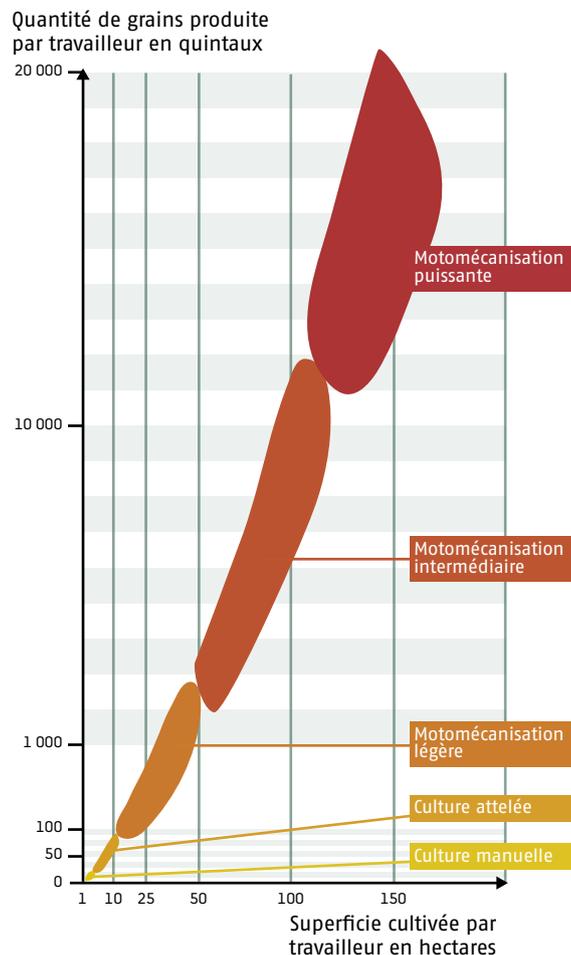
a recours à divers facteurs de production tels que les capitaux, la main-d'œuvre salariée, la terre. Les exploitations sont gérées comme des entreprises : coûts, revenus, rentabilité sont calculés. Une exploitation familiale peut donc tout à fait devenir une agro-entreprise.

Pour faire cette mutation, les petites exploitations doivent à la fois agir sur la production – augmenter leur productivité et les quantités produites – et sur la commercialisation – connaître les marchés, les prix, les créneaux rentables –, voire sur la transformation de leurs récoltes pour en tirer un meilleur profit.

Les agro-entreprises peuvent aussi être le fait d'entrepreneurs qui créent des exploitations, les gèrent et utilisent de la main-d'œuvre pour les travaux, ou encore de propriétaires lointains qui en attendent juste des revenus.

En Afrique, de nombreuses exploitations agricoles de taille moyenne, de plusieurs dizaines d'hectares, ont vu le jour ces dernières décennies. Elles sont souvent la propriété d'hommes politiques, de fonctionnaires, de commerçants qui ont acheté des terres bien ►

Productivité par agriculteur



Source : J.-P. Charvet, *L'Agriculture mondialisée*, Documentation photographique, dossier n°8059.

L'accès au crédit est la condition initiale d'une modernisation

les paysans sont expropriés. Ils deviennent alors des salariés agricoles qui ne touchent guère plus d'un dollar par jour. Amélioration du niveau de vie des paysans et emploi décent des jeunes ruraux sont donc rarement au rendez-vous.

“Personne ne recommande de grandes plantations et un modèle capitaliste de l'agriculture en Afrique. Il est évident qu'un tel modèle ne résoudrait pas les problèmes d'emploi et de pauvreté de centaines de millions de familles. La question est : comment aider des centaines de millions d'acteurs à s'engager dans le marché ?”, disait déjà il y a quelques années Michel Petit, ancien directeur du département Agriculture et développement rural à la Banque mondiale.

Des entrepreneurs locaux

C'est le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale ou, mieux, d'entreprise qui est recherché. Commerciale, elle l'est déjà souvent à très petite échelle, car rares sont les exploitations familiales qui ne vendent jamais rien. Ce qui caractérise une agriculture dite “moderne” et d'entreprise, c'est qu'elle



► placées et y ont investi pour répondre aux besoins des marchés proches ou lointains. Le plus souvent, elles sont situées à la périphérie des villes qu'elles approvisionnent en fruits, en légumes, voire en volailles. Au Bénin, par exemple, les agents de l'administration et hommes d'affaires achètent couramment des terres pour produire du bois de teck ou des fruits et plus récemment des produits d'exportation comme l'ananas.

Cependant, de petites exploitations familiales arrivent aussi à grandir et se moderniser. Même si elles sont encore très minoritaires, elles sont des exemples à suivre pour les autres. C'est le cas de Korka Diaw, une petite rizicultrice sénégalaise de la vallée du fleuve, qui a mis toute son énergie à étendre son exploitation par l'acquisition de terres. Grâce à l'appui du ministère de la Femme et de l'Entreprenariat féminin, elle a aussi créé deux puis trois petites rizeries pour décortiquer le paddy. Aujourd'hui, elle emploie une vingtaine d'ouvriers, dont huit femmes, et participe aux grandes foires agricoles du pays.

Souvent c'est le coup de pouce d'un projet ou l'organisation collective en groupements de producteurs qui

permet ces évolutions. Car l'investissement de départ est le premier obstacle auquel se heurtent les exploitants ; l'accès au crédit est donc souvent la condition initiale d'une modernisation pour acheter des terres, du matériel, des intrants, des semences améliorées... (cf. partie 3).

En République démocratique du Congo, les petits maraîchers de cinq grandes villes qui manquaient de

Production et commercialisation vont de pair

crédits abordables, d'eau et de semences de qualité ont ainsi été aidés par un programme de la FAO. En quelques années, leurs revenus ont quadruplé et ils produisent plus de 500 000 t de légumineuses et de légumes améliorant très nettement l'approvisionnement de ces villes et le régime alimentaire de leurs habitants.

Dans le nord-ouest du Cameroun, NOWEFOR, une fédération d'unions de groupes d'initiatives communes (GIC) qui compte plus de 1 500 paysannes ►

[REPORTAGE]



© A. Nabwowe

UGANDA

Une excellente récolte

Il y a moins de cinq ans, Allen Kitooke, 45 ans, se lança dans l'élevage de volaille, avec seulement 10 poulets. Aujourd'hui, elle est connue dans tout le sous-comté de Busukuma, district de Wakiso, en Ouganda, et a diversifié ses

activités. Elle s'est livrée, seule, à un travail acharné, qui a porté ses fruits : elle possède aujourd'hui 500 poules pondeuses, une bananeraie modèle et un champ de manguiers. La superficie totale de son exploitation s'élève à 22 ha. Sa route vers le succès a commencé lorsqu'une équipe

du Service national de conseil agricole (National Agricultural Advisory Services, NAADS) a visité ses cultures de patates douces et de manioc. "Ils ont cru en moi et m'ont proposé de suivre une formation au siège du sous-comté pour apprendre l'agriculture et l'aviculture sur une base commerciale", explique Allen Kitooke. Le NAADS a demandé à Allen de construire un abri pour ses volailles, en échange d'un crédit (200 poulets de chair) pour l'aider à se lancer dans

l'élevage commercial. L'offre s'élevait à un million de shillings ougandais (UGX) (294 €) et Allen devait rembourser 700 000 UGX (206 €) en 12 mois. "J'aurais pu rembourser l'argent en un an, mais le NAADS a été si satisfait de mes progrès qu'il m'a demandé de continuer à exploiter le capital", dit-elle. Allen a alors vendu les 200 poulets de chair d'origine et en a racheté 300. Avec les recettes provenant des bananes et du café, elle a acheté 350 poules pondeuses. Rapidement, Allen s'est lancée dans la culture associée des bananes, du café et des papayes. En février 2009, Allen a utilisé les bénéfices provenant des bananes et du café, et l'argent de la vente de terres pour investir dans les mangues – étape suivante de sa stratégie de diversification. Elle a investi 30 millions UGX (8 811 €) dans une plantation de près de 14 ha. "Les mangues sont pour moi une source d'avenir", affirme-t-elle, confiante. Allen est aujourd'hui le plus important vendeur d'œufs de la région et le principal fournisseur de plants de bananiers. Elle a également investi dans l'élevage à petite échelle. Agriculture et



Marché à bétail
au Bénin

© Syfia International

élevage lui rapportent actuellement un revenu net mensuel de 1,6 million UGX (470 €) sur lequel elle épargne chaque mois un montant de 400 000 UGX (117,5 €). Elle vit dans une maison confortable et se déplace en voiture. La croissance régulière de sa petite exploitation lui a permis d'embaucher 15 ouvriers et elle prévoit d'en engager cinq de plus pour assumer une charge de travail croissante.

La ferme modèle d'Allen sert parfois de centre de formation pour enseigner à d'autres agriculteurs comment développer durablement son exploitation. Rien ne se perd dans sa ferme. Les fientes de poulet et la bouse de vache servent d'engrais pour les plantations de bananes et les pesticides sont faits maison, en mélangeant feuilles de tabac, piments, suie, ail et urine de vache qui sont pulvérisés sur les cultures. "Cette méthode est rentable parce que le tabac, je le cultive, et l'urine provient de mes vaches. Ces pesticides permettent de tuer les parasites et améliorent les récoltes", explique Allen.

Angella Nabwowe

► et paysans organisés en filières, a permis d'améliorer nettement les techniques de culture, quintuplant ainsi la production de tomates. Pour éviter de submerger les marchés locaux, un échelonnement de la production a été mis sur pied et des contrats passés avec des acheteurs de Douala qui exportent vers le Gabon et le Congo.

Vendre et gérer

Ce dernier exemple montre bien que la gestion de l'aval est tout aussi importante que les évolutions techniques des modes de production. Marchés locaux, nationaux, régionaux voire internationaux sont autant d'opportunités qu'il faut savoir explorer et valoriser, individuellement ou collectivement, en fonction du produit, des conditions de transport, des normes requises... L'intégration régionale, qui vise la suppression des barrières douanières, peut ainsi s'avérer un puissant

facteur de modernisation de l'agriculture en favorisant la complémentarité entre les productions des différents pays. Entre 2006 et 2008, les échanges commerciaux, en grande partie agricoles, entre les trois premiers pays de l'East African Community – Kenya, Ouganda, Tanzanie – ont, selon cette organisation, augmenté de près de 40 %. Les décisions politiques jouent donc un rôle primordial pour accroître ces échanges régionaux (voir partie 4).

Le développement du secteur agroalimentaire qui fait le lien entre les producteurs et les consommateurs est aussi un facteur important poussant à la

modernisation des exploitations pour augmenter la productivité et la qualité des produits.

Le respect de normes exigées pour l'exportation – qualité sanitaire, traçabilité... – pousse les agriculteurs à moderniser leurs itinéraires techniques. Ces changements bénéficient aussi aux productions locales, comme l'a constaté le COLEACP/PIP (Pour un développement durable du secteur fruits et légumes ACP), qui a formé aussi de nombreux formateurs dans ce domaine.

Pour rentabiliser les investissements, une gestion économique et financière de l'exploitation s'impose. Il ne s'agit plus seulement de gérer les risques alimentaires de la famille, mais de savoir établir des diagnostics technico-économiques, évaluer la rentabilité, planifier les besoins financiers, organiser le travail (besoins en main-d'œuvre, coûts, etc.). Autant de formations nécessaires aux agriculteurs, souvent uniquement dispensées par des projets ou des organisations de producteurs.

Plusieurs programmes s'emploient actuellement à favoriser le développement de l'agriculture d'entreprise. Tout récemment a été lancé UniBRAIN (Universités, business et recherche dans l'innovation agricole), qui veut lier enseignement universitaire, recherche et secteur privé, et regroupe des institutions telles que le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), le Réseau africain pour la formation en agriculture, agroforesterie et ressources naturelles (ANAFE) ou le Consortium panafricain pour l'agro-business et l'agro-industrie (PanAAC). Il s'agit de ►



2 | LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS

► créer des consortiums d'incubateurs d'entreprises agricoles pour favoriser l'apparition de petites ou moyennes entreprises agro-commerciales compétitives : expertises d'étudiants diplômés spécialisés en agrobusiness, services pour favoriser leur démarrage, repérage des marchés... Les premiers pays concernés sont le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Mozambique, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Incubateurs d'entreprises

Depuis quelques années, le Centre international de développement des engrais (IFDC) a aussi développé les programmes "Systèmes et entreprises agricoles compétitifs" pour intégrer davantage les agriculteurs et les entrepreneurs locaux, les services de développement technique, financier et commercial impliqués

dans une filière spécifique. Cette approche a déjà bénéficié à environ 60 000 exploitants, dont beaucoup de femmes en Afrique de l'Ouest, et s'étend en République démocratique du Congo.

Au Ghana, c'est la filière du poivre à Tamale, dans la région Nord, et celle du maïs à Wench, dans la région Brong Ahafo, qui ont fait l'objet d'une concertation entre tous les acteurs afin de développer des pôles locaux d'entreprises agricoles sur ces deux produits.

Les initiatives de ce type se multiplient même si elles ne touchent pour l'instant qu'une infime partie des exploitants. Elles visent aussi un effet d'entraînement pour les autres paysans de la région. Ce qui est certain, c'est que la production agricole et l'agroalimentaire sont devenus des secteurs économiques attractifs où investissent des hommes d'affaires. Mais le fossé entre ces entreprises agricoles et les petites exploitations familiales reste énorme.

La vigilance est de rigueur pour que les gros ne mangent pas les petits, qui jouent un rôle primordial dans l'approvisionnement des pays et dans l'emploi. Pour passer d'initiatives individuelles ponctuelles à des changements collectifs, les gouvernements ont un rôle primordial à jouer pour leur offrir un terrain favorable. ■



© N. Ackbarally

Aquaculture à Maurice

MALAWI

Recycler l'eau et l'espace

Flora Mwase s'est diversifiée dans la pisciculture sur son petit lopin de terre situé dans le district de Dowa, au Malawi. Elle a reçu de l'aide pour construire des étangs et a été formée dans le cadre du Programme national de pisciculture. Mais l'aquaculture n'est pas une option facile. Cette activité présente de nombreuses difficultés, notamment l'accès au capital d'installation, l'approvisionnement en aliments pour poissons et en alevins, les circuits commerciaux inadaptés et le manque de savoir-faire technique.

Flora a appris à utiliser l'eau de ses étangs pour irriguer ses nouvelles cultures, composées notamment de maïs, de bananes, de tomates et de choux. Les résultats dépassent de loin ceux qu'elle a pu obtenir avec les cultures sèches et elle vend son poisson et ses récoltes sur les marchés locaux. "J'ai réussi à construire une maison en tôle ondulée et mes enfants sont maintenant scolarisés dans de meilleures écoles secondaires", affirme Flora. Dans d'autres pays également, l'aquaculture s'avère être un moyen efficace d'obtenir des revenus supplémentaires pour les petites exploitations agricoles possédant un espace limité. Au Nigeria, les étangs et bassins piscicoles dans les zones

périurbaines se sont développés et 3 000 exploitations piscicoles ont été créées au cours des 10 dernières années. Au Cameroun, un certain nombre de petites exploitations ont pris de l'ampleur pour devenir des exploitations commerciales, possédant chacune 11 500 m² d'étangs à poissons en moyenne. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'aquaculture gagne du terrain en tant que source de revenus et aide à lutter contre le chômage, en particulier pour les femmes et les jeunes. Les nouvelles tendances génèrent d'autres emplois et d'autres activités commerciales. Au Nigeria, certains entrepreneurs aquacoles vendent du poisson tandis que d'autres se concentrent sur la production et la vente d'aliments pour poissons.



CHRISTIAN ROKO

Du journalisme à l'agriculture

Détermination, formation, réflexion sont les clefs de la réussite de ce journaliste béninois reconverti en agriculteur et passionné par ce métier. Encouragé par ses premières réussites, il a aujourd'hui des plans à long terme pour moderniser son exploitation et transformer ses produits.

Christian Roko a été journaliste à l'agence Proximités de Cotonou jusqu'en 2010, où il traitait souvent de sujets agricoles. Depuis, il est agriculteur dans l'est du Bénin.

Un parcours peu courant. Était-ce un projet de longue date ?

Je n'ai pas changé sur un coup de tête. Cette reconversion, je la mûrissais depuis 2003, quand j'ai acheté mes quatre premiers hectares de terre à Ita-Djèbou dans le département du Plateau, à 65 km à l'est de Cotonou. L'agriculture a toujours été une passion pour moi, dès l'école. Bien que ni mes parents, ni mes grands-parents ne soient agriculteurs, ils ont toujours cultivé eux-mêmes de petits champs.

Pour moi, il est important d'avoir deux cordes à son arc. J'ai donc mené parallèlement une maîtrise de droit privé à l'université et une formation agricole au centre Songhaï, complétée par des stages dans des fermes au Bénin et à l'étranger.

En 2004, j'ai commencé à planter des palmiers à huile sélectionnés et des arbres fruitiers – agrumes, manguiers, avocats... et entre eux des cultures intercalaires : maïs, manioc, haricots, sésame... Occupé toute la semaine comme journaliste, pendant six ans, je suis venu travailler mes champs deux dimanches par mois. Peu à peu, avec mes économies et le soutien de ma famille, j'ai agrandi mon exploitation. Aujourd'hui je cultive 9,5 ha.

Comment écoutez-vous vos productions ? Qu'envisagez-vous à l'avenir ?

Pour l'instant, seuls trois de mes huit hectares de palmiers sont en production ; les

Il y a deux ans, vous avez quitté votre métier de journaliste pour devenir agriculteur à part entière.

fruitiers commencent à donner leurs premiers fruits. Les marchés locaux absorbent sans problèmes ces petites quantités vendues aux femmes. Mais je ne compte pas en rester là. J'ai en projet de transformer mes produits : de fabriquer de l'huile de palme, des jus de fruits, des biscuits que je vendrai dans les magasins de Cotonou ou exporterai. J'ai déjà été contacté par un gros commerçant nigérian prêt à m'acheter de l'huile de palme.

Je suis aussi en train de tester des produits inhabituels pour les Béninois. Un restaurant a accepté d'offrir à ses clients de la grenadine et du jus de fruits de la passion issus de mes arbres.

Votre formation vous a-t-elle incité à utiliser de nouvelles techniques de culture ?

Grâce à ce que j'ai appris au centre Songhaï, j'essaie d'utiliser au maximum des intrants naturels peu coûteux et qui respectent l'environnement. Pour fertiliser les agrumes, je mets du compost ; sur les palmiers à huile, de l'"engrais végétal", c'est-à-dire des feuilles sèches qui, en se décomposant, enrichissent le sol. Je n'utilise pas de pesticides mais des poudres de nem pour lutter contre les insectes.

Pour accroître la résistance de mes plantes à la sécheresse, je capte l'eau de ruissellement grâce à des trous que j'aménage autour des plants.

Mes diverses formations m'ont par ailleurs aidé à acquérir une bonne expérience en gestion : plan de distribution spatiale, organisation du travail, suivi des activités, des coûts...

J'échange aussi beaucoup avec mes voisins, des paysans traditionnels venus cultiver ici quand ils ont vu que même un citoyen s'y

installait ! Nous échangeons nos conseils. Je fais de même avec mes ouvriers agricoles, d'anciens amis qui ne s'en sortaient pas sur leurs petites exploitations. Là, ils gagnent de l'argent et exploitent de petits champs. Je les pousse à voir plus loin.

Vous ne semblez pas vouloir vous arrêter en si bon chemin. Quels sont vos projets d'avenir ?

Pour l'instant, mon chiffre d'affaires est encore maigre et je le réinvestis dans l'exploitation, en particulier pour payer mes sept ouvriers. Mais il évolue vite. J'ai l'intention de m'équiper, d'acheter un motoculteur et une faucheuse, ce qui me permettra d'agrandir ma ferme. Mais j'hésite à prendre un crédit car c'est un risque et le taux d'intérêt de plus de 10 % me semble très coûteux. D'ailleurs je n'ai jamais pris aucun crédit.

D'ici deux ou trois ans, quand mes plantations actuelles produiront à plein, j'espère avoir une grande plantation mécanisée. Outre les spéculations actuelles, je planterai aussi de l'anacarde et des arbres pour le bois. J'ai aussi en projet d'aménager un marécage pour faire de la pisciculture. J'ai beaucoup d'espoir. Et j'ai 43 ans, il faut que je songe à me marier...

D'autres citoyens ont-ils tenté la même expérience que vous ? Avec quels résultats ?

Des jeunes ont essayé de s'installer mais beaucoup n'ont pas tenu le coup et ont arrêté. Ils trouvent le métier trop dur et, surtout, se heurtent au manque de main-d'œuvre, un très gros problème. Les jeunes des villages ne veulent plus travailler la terre, ils préfèrent trafiquer l'essence avec le Nigeria ou faire le taxi-moto à Cotonou. Moi, j'ai la chance d'avoir mes amis. ■



INTERVIEW



Stephen Muchiri est directeur exécutif de la Fédération des agriculteurs de l'Afrique de l'Est (EAFW), créée en 2001. En octobre 2010, l'EAFW a organisé l'Assemblée générale du Forum panafricain des agriculteurs (PAFFO).

Respecter les petits producteurs

En quoi consiste l'"agriculture moderne" selon vous ?

D'après moi, l'agriculture moderne sous-entend une production écologique, car celle-ci permet d'éviter la pollution des ressources naturelles à la source. L'agriculture moderne implique aussi la promotion de politiques adéquates

qui profitent au petit exploitant, lui permettent d'augmenter sa productivité et sa production grâce aux technologies dont il dispose selon la zone climatique où il se trouve. Il s'agit de travailler le sol, en le préservant pour les générations futures et en utilisant des pesticides et des engrais sûrs, du fumier, mais aussi de l'énergie verte pour la production.

Quelles sont les relations entre l'agriculture à petite échelle et l'agriculture industrielle au Kenya ?

Puisque la plupart des agriculteurs du Kenya sont de petits producteurs, les gros exploitants ont tendance à passer des contrats avec eux afin d'augmenter leur volume de production à l'export. Dans la plupart des cas, les gros exploitants fournissent des intrants (engrais et pesticides), participent au renforcement des capacités de production et offrent parfois des semences. Les petits producteurs font de leur mieux pour cultiver des produits de qualité et les vendre aux gros exploitants pour l'exportation.

Que devraient être ces relations dans un "monde idéal" ?

Étant les "pères nourriciers" de la nation, les petits producteurs devraient être considérés avec le plus grand respect. Les politiques devraient donc favoriser la production, la transformation et la commercialisation de leurs produits. Les agriculteurs devraient être associés aux travaux de la recherche, afin d'éviter que ces travaux ne soient publiés dans le seul but de rendre leurs auteurs célèbres. Le gouvernement devrait aussi éviter d'importer des biens produits dans le pays car cela pénalise la production locale et accentue les désillusions des agriculteurs en termes de production. Cette situation nous conduit tout droit au désastre alors que les niveaux d'insécurité alimentaire sont de plus en plus élevés.

Quels sont les enjeux de la transition de la petite exploitation à l'agriculture commerciale ?

Si les petits exploitants passaient à l'exploitation commerciale, cela serait tout à la fois positif et négatif. L'impact positif étant qu'ils seraient capables de tirer de meilleurs profits de leur production. Cependant, la plupart des exploitants industriels pratiquent la monoculture. Cela menace la biodiversité et la majeure partie de la production est destinée exclusivement au marché européen. Ainsi, le consommateur d'Afrique de l'Est souffrirait gravement de la hausse des prix, car toute la production devrait être réimportée, après transformation à l'étranger.

Priorité à la sécurité alimentaire

Les conclusions des études menées par le programme RuralStruc dans sept pays, dont trois en Afrique subsaharienne et à Madagascar, entre 2006 et 2010, donnent des pistes pour favoriser la transition vers une agriculture moderne, moteur de la croissance. Celle-ci doit être essentiellement basée sur les petites exploitations, vivier d'emplois pour les très nombreuses générations montantes. Cependant, la pauvreté "structurelle" des agriculteurs africains ne leur donne aucune capacité d'investissement. Ils ne peuvent que limiter les risques pour assurer leurs besoins essentiels. C'est pourquoi assurer leur sécurité alimentaire doit être la priorité des politiques, qui doivent les aider à accroître leurs productions et à accéder au marché. Conditions nécessaires pour diversifier leurs activités et dégager des moyens afin d'investir dans des productions commerciales plus rentables. Pour favoriser cette transition, RuralStruc insiste aussi sur l'importance de développer des liens puissants entre les petites villes et leur environnement rural. Ce qui permet de rapprocher producteurs et consommateurs, de réduire les coûts de transport et de limiter la concurrence souvent défavorable aux producteurs dans les capitales. La plus forte proximité entre ces petites cités et les campagnes donne aussi la possibilité aux agriculteurs de travailler à la fois dans les champs et en ville, renforçant le secteur économique non agricole et permettant un développement urbain durable.

Pour aller plus loin

Centre international pour la recherche agricole orientée vers le développement
<http://tinyurl.com/66pbzmq>

FIDA

Nouvelles directions pour l'agriculture familiale
<http://tinyurl.com/62n8yu3>

• Rapport sur la pauvreté rurale 2011
<http://tinyurl.com/5wxrbcz>

Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique

<http://tinyurl.com/6glq7tx>

Programmes entreprises agricoles, filières et marchés du CIDR

<http://tinyurl.com/6x49769>

UniBRAIN

<http://tinyurl.com/42df22r>



3 | AGIR POUR MODERNISER

Prendre son essor

Il n'y a pas de formule magique pour passer d'une vie de subsistance à une existence pleine de promesses de rentabilité et d'expansion. Mais l'expérience montre que les petits propriétaires des pays ACP qui y sont parvenus ont tous dû surmonter de grands obstacles.

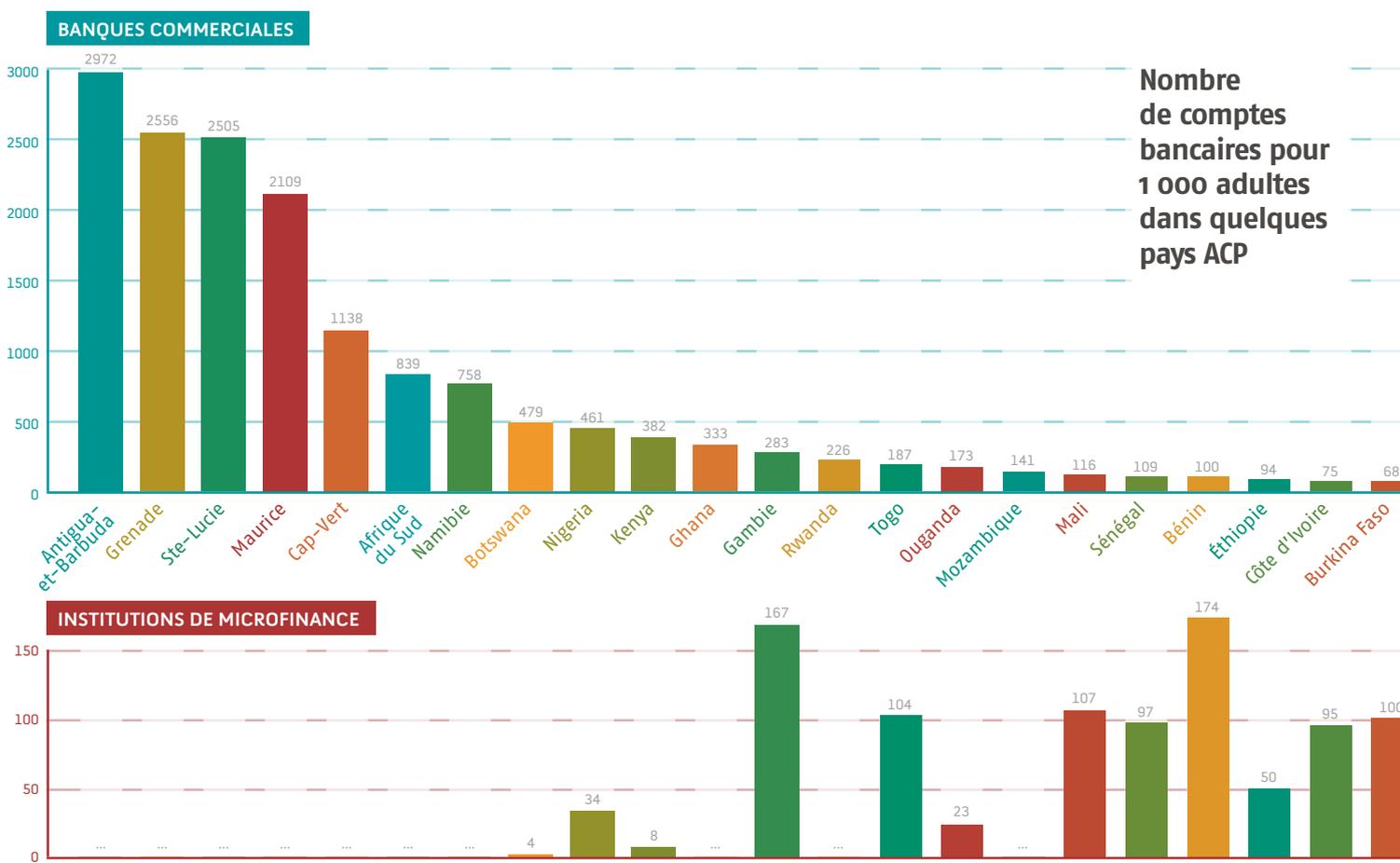


3 | AGIR POUR MODERNISER

Dans la plupart des pays en développement, les petits propriétaires représentent plus de la moitié de la population et les chiffres montrent que leurs exploitations disposent d'opportunités de croissance considérables. Le rapport sur la pauvreté rurale 2011 du Fonds international de développement agricole (FIDA) révèle qu'il existe un "énorme potentiel" pour améliorer les revenus dans les zones rurales en mobilisant les petits agriculteurs. Mais de quoi un petit producteur a-t-il besoin pour passer de l'agriculture vivrière à l'agriculture commerciale ?

Trouver les fonds pour acheter les intrants principaux comme les engrais et le matériel agricole peut

être le premier obstacle pour un exploitant souhaitant développer sa production. La difficulté la plus souvent évoquée en matière d'entrepreneuriat est un accès insuffisant aux capitaux, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les systèmes bancaires formels se montrent souvent réticents à appuyer les petits entrepreneurs ruraux en raison des risques commerciaux perçus et de l'absence de garanties, un problème encore plus aigu pour les jeunes et les femmes. Les solutions de financement proposées aux petits propriétaires agricoles sont souvent trop coûteuses pour répondre à leurs besoins à moyen et long terme. ►



Compétences commerciales

Avec le soutien de FARM-Africa, les petits agriculteurs d'Afrique de l'Est ont acquis des compétences commerciales et ont pu accéder aux marchés rentables des légumes

africains indigènes traditionnels. Les paysans ont été affectés à des unités d'aide aux entreprises (BSU) et ont reçu des formations en matière de leadership, de gestion financière et de comptabilité avant de passer à la commercialisation des légumes locaux. Au Kenya, la demande a augmenté de 135 % en deux ans.

Le volume des ventes s'est élevé à 9 000 t, avec des revenus financiers de 80 millions KES (660 000 €) sur les marchés informels et de 150 millions KES (1,2 million €) sur les marchés formels. L'introduction des légumes africains indigènes a rapporté à l'agriculteur moyen des revenus nets de 1 120 €/ha.

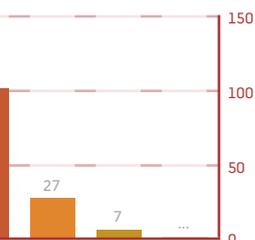
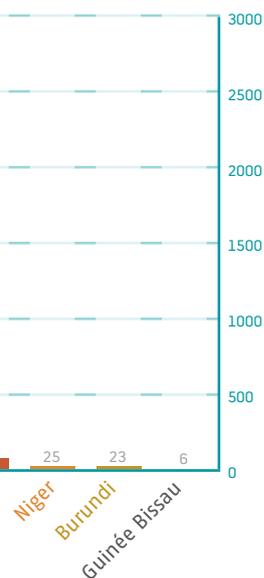


► Des solutions innovantes incluent le financement de la chaîne d'approvisionnement, le microcrédit, les coopératives de crédit et le warrantage (voir page 26).

Les paysans doivent trouver de nouveaux moyens pour développer leur production agricole et leurs

Les services de vulgarisation et de conseil ont un rôle déterminant à jouer

élevages s'ils veulent que leurs exploitations soient rentables. Les services de vulgarisation et de conseil ont aussi un rôle déterminant à jouer pour les aider à adopter de nouvelles techniques. Augmenter la productivité agricole par le biais de croisements, par la sélection de nouvelles variétés ou l'adoption de technologies innovantes, est un moyen de produire plus sur une même surface. Mais si l'agriculture doit s'intensifier, cela doit obligatoirement se faire de manière durable. Une étude des Nations unies sur l'agro-écologie, publiée en mars 2011, révèle que les petits paysans peuvent doubler leur production d'aliments en dix ans en adoptant des méthodes écologiques simples comme le recyclage des nutriments ou la fixation de l'azote biologique. Le rapport fait état de projets agro-écologiques qui ont enregistré une augmentation des rendements moyens des cultures de 80 % dans 57 pays en développement. Le Rapport prévisionnel sur les avenir agroalimentaires publié en janvier 2011 détaille 40 études de cas portant sur l'intensification durable dans 20 pays d'Afrique. En moyenne, les rendements ont plus que doublé sur une période comprise entre 3 et 10 ans. La production durable peut avoir d'autres retombées. Au Burkina Faso, un pas vers la conservation des sols a donné naissance à un réseau de jeunes travailleurs journaliers qui vont de village en village pour creuser des poquets de *zai* et construire des murs et des structures en voûte.



Gestion des terres et sécurisation foncière

Certains estiment qu'il ne peut pas y avoir de réelle augmentation de la production sans passer par les cultures génétiquement modifiées (GM), même si cette question continue à susciter des débats houleux. En mai, le Kenya est devenu le troisième pays d'Afrique subsaharienne (après l'Afrique du Sud et le Burkina Faso) à approuver la plantation commerciale d'OGM.

Accès à la terre et sécurité foncière influencent la mesure dans laquelle les agriculteurs sont prêts à investir dans la gestion améliorée des terres et à adopter de nouvelles technologies et innovations. Acquérir plus de terres en les louant fait souvent partie de la transition d'une agriculture vivrière à une agriculture commerciale. Il est donc important que les régimes fonciers prévoient ce type d'arrangement. Le mode



La secrétaire d'un groupement effectue un remboursement de prêt à la banque de Masaka (Ouganda).

d'occupation des terres et l'accès au crédit vont de pair car les prêts ne sont souvent accordés qu'aux agriculteurs possédant des titres de propriété. Plus de 80 % des terres dans le Sud ne sont pas légalement enregistrées. Certains pays ACP, comme le Burundi et le Mali, tentent de mieux sécuriser les terres en mettant en place des commissions de gestion des terres et des bureaux cadastraux. Le Réseau des femmes rurales productrices (NRWP) de Trinité-et-Tobago est à l'initiative de campagnes visant à s'assurer que les femmes puissent également devenir propriétaires de terres et à aider ses membres à connaître et faire valoir leurs droits. Même de petites parcelles peuvent être productives. Dans les Caraïbes, la culture des herbes et épices s'avère rentable pour un nombre croissant de producteurs.

Parmi les technologies et innovations simples pouvant avoir un impact significatif se trouvent la construction de puits agricoles, la récupération de l'eau, l'irrigation au goutte-à-goutte, des calendriers de culture adaptés et des stratégies visant à réduire les pertes post-récolte. L'utilisation de serres et de cultures hydroponiques a permis à certains agriculteurs des ►



3 | AGIR POUR MODERNISER

► pays ACP de réaliser de bons bénéfices, surtout dans les Caraïbes. La production de tomates hydroponiques se développe en Côte d'Ivoire, où les bénéfices sont tels que les agriculteurs remboursent leur investissement en seulement trois mois. Actuellement, moins de 1 % des terres agricoles d'Afrique sont labourées au tracteur et seulement 10 % par des animaux de trait. Seulement 7 % des terres arables africaines sont irriguées, contre 41 % en Asie du Sud. Selon les experts, la clé du succès réside dans le choix de technologies adaptées aux conditions locales. Les systèmes d'irrigation doivent tenir compte des caractéristiques singulières des petits propriétaires, notamment la taille des parcelles, le manque de capitaux et la faible tolérance au risque. L'introduction de pompes à pédale dans la région semi-aride de Karamoja en Ouganda aide les bergers à diversifier les cultures. Dans la région du Kilimandjaro, en Tanzanie, les agriculteurs qui peinaient autrefois à nourrir leurs familles vendent maintenant leurs produits sur les marchés locaux, grâce à l'irrigation et l'installation de micro-barrages qui récupèrent les eaux de ruissellement.

Les technologies d'information et de communication offrent de réels avantages en matière de formation et

d'éducation ; elles améliorent la distribution, accélèrent le développement des marchés et réseaux commerciaux. De plus en plus de services offrent des informations en temps réel sur les marchés, de sorte que les agriculteurs reçoivent les cours des denrées et les demandes directe-

Les TIC accélèrent le développement des marchés et réseaux commerciaux

ment sur leur téléphone portable. Un programme mis en place dans le village de Macha, en Zambie, aide les habitants des zones rurales à accéder à Internet. Lorsque le cheptel de Fred Mweetwa, un éleveur local, est tombé malade, sachant que le vétérinaire le plus proche se trouvait à des centaines de kilomètres, il a utilisé Skype pour contacter un vétérinaire et sauver ses animaux.

Marchés et chaînes de valeur

L'implication du secteur privé peut être un puissant moteur de croissance, surtout en l'absence de soutien du secteur public. La sous-traitance agricole n'est qu'un des nombreux modèles commerciaux qui permettent aux agriculteurs de bénéficier d'aides en matière de production, d'intrants et d'accès au marché. ►

Nettoyage
d'un canal
d'irrigation
au Guyana

[REPORTAGE]



LA BARBADE Transformer pour moins gâcher

Toute sa vie, Marion Hart a travaillé dans la transformation alimentaire et cherché à aider d'autres agricultrices à augmenter leurs revenus grâce à leurs cultures. Propriétaire d'une entreprise alimentaire en plein essor, connue dans une grande partie des Caraïbes, elle travaille également avec la Société de développement agricole et de commercialisation des produits

agricoles de la Barbade (Barbados Agricultural Development and Marketing Corporation, BADMC) à l'élaboration de sous-produits du manioc. À ses débuts, Marion Hart vendait de la nourriture dans la rue à Trinidad, avant de revenir à sa Barbade natale avec sept enfants en bas âge qu'elle élevait seule. En quête d'activités rémunératrices, elle proposa son aide à un vendeur ambulancier de jus de fruits et de sandwiches qui possédait un camion. Elle lui demanda si elle pourrait y vendre certains de ses propres produits. "Il a été d'accord, moyennant une commission de 5 % sur tout ce que je vendais. J'ai donc commencé à vendre du punch coco et des petits pains faits maison au coco et au manioc", raconte-t-elle. Marion trouva bientôt un emploi d'assistante technique à la Société de développement agricole de la Barbade (Barbados Agricultural Development Corporation, BADC). Il lui fallait élaborer des idées de produits transformés que les techniciens spécialisés pourraient développer, principalement à partir de

patates douces, de tomates et de bananes vertes. Elle fut ensuite transférée à l'Unité de transformation agroalimentaire de la BADC et travailla à l'élaboration de ketchups, confitures, gelées, sauces, pommes de terre frites et galettes. Son activité l'amena à voyager dans la région. À l'Institut de recherche industrielle des Caraïbes à Trinidad, elle participa à la mise au point d'une farine de patate douce. Lors d'un atelier à la Grenade, elle se familiarisa avec le broyage de manioc en farine à mouture fine. En 2002, Marion décida de s'installer à son compte et lança "Les 7 Harts", se référant à ses sept enfants. Elle commença par approvisionner deux petits points de vente en gâteaux au sucre. Moins d'un mois plus tard, elle avait cinq clients de plus. Les ventes lui procuraient de bons profits. Elle créait ses étiquettes chez elle, sur son ordinateur. Fin 2003, elle comptait 25 clients réguliers, à qui elle fournissait bonbons au tamarin, gâteaux au sucre, gâteaux de Noël, pâtes de fruit à la goyave, jus de fruits et confitures à base de pommes, cerises,



© IFAD/H. Wagner

caramboles et tamarins. Elle vendait également des piments broyés, en vrac, aux fabricants de sauce au poivre. Grâce aux revenus de son entreprise, Marion a pu inscrire cinq de ses enfants à l'université. L'un d'eux, ingénieur chimiste, l'aide dans ses travaux de recherche.

Marion Hart croit fermement à l'appui aux agricultrices. Consciente de la nécessité de réduire le gaspillage élevé de la production agricole, elle enseigne aux autres comment développer des produits et les exploiter pour générer des revenus plus élevés. Dans plusieurs pays, elle a formé des femmes à mieux utiliser les aliments qu'elles cultivent. Son travail consiste à promouvoir la cuisine locale en développant des produits et des recettes et apprendre aux agricultrices à commercialiser leur production. Elle consacre sa vie à aider les femmes à s'émanciper. De façon simple et directe, elle résume : "Je suis heureuse quand les gens apprécient ce que je fais." Et elle conclut : "J'ai beaucoup travaillé."

Andy Taitt

► Les chaînes de valeur locales, régionales et mondiales peuvent offrir d'importantes opportunités pour les petits fournisseurs, en permettant aux producteurs des pays ACP habituellement relativement isolés d'accéder à une gamme de services tels que le conseil, le crédit, la transformation et le marketing. Ces dix dernières années ont vu l'intégration constante de plus en plus de produits agricoles provenant de pays africains dans des filières internationales notoires, notamment le café d'Éthiopie et du Mozambique et les fleurs d'Éthiopie, du Kenya et de Tanzanie.

Vendre leurs produits est souvent un défi pour les petits exploitants. Même si les marchés modernes offrent un nouvel environnement commercial aux petits propriétaires, avec des opportunités potentiellement rentables, ils ont aussi des coûts d'entrée

plus élevés. Les marchés nationaux et régionaux peuvent être une alternative intéressante ; c'est pourquoi ils ne doivent pas être négligés. Les petits producteurs ont besoin d'aide pour identifier les marchés les mieux adaptés à leurs produits et conditions spécifiques et ils ont besoin de conseils pour savoir comment accéder à ces marchés. Les infrastructures sont également importantes, notamment l'amélioration des routes et des transports. Un cinquième seulement de la population rurale d'Afrique subsaharienne a un accès facile au marché, contre 60 % des habitants des zones rurales d'Asie.

Les compétences commerciales figurent parmi les aspects les plus négligés par les programmes de développement rural des gouvernements et organismes nationaux. Elles sont pourtant cruciales pour que les producteurs deviennent des entrepreneurs. Le programme infoDev de la Banque mondiale possède un réseau mondial d'incubateurs d'entreprises, réparti dans plus de 80 pays en développement. Au Burkina Faso, le Projet d'aide aux microentreprises rurales cible les femmes, les jeunes, les microentrepreneurs et les paysans pauvres des zones rurales en leur offrant des services de développement commercial. Les programmes d'entrepreneuriat et de financement offrent de plus en plus de services incluant aussi un savoir-faire technique et commercial. La Banque de développement agricole de Trinité-et-Tobago, qui a pour mission d'aider les petits exploitants à passer de l'autosubsistance à l'agriculture commerciale, offre tout un éventail de systèmes d'assistance technique, comme des formations aux bonnes pratiques agricoles et aux systèmes d'assurance qualité.

La touche en plus

Transformer les produits et les présenter de manière attractive sont de bons moyens de générer des revenus. Mais pour le moment, moins de 20 % de la production agricole des pays en développement est transformée, contre 80 % dans les pays développés. Certaines cultures vivrières des pays ACP, comme le manioc, sont volumineuses, périssables et ne peuvent pas être commercialisées sans subir un processus de transformation et de conditionnement important. Cela entraîne des disparités frappantes. Le Nigeria est le plus grand producteur de manioc du monde, mais il représente 0 % des exportations mondiales de manioc transformé, alors que la Thaïlande, qui ne représente que 10 % de la production de manioc mondiale, détient 80 % du commerce mondial car elle transforme sa production.

Le processus consistant à ajouter de la valeur aux produits agricoles a un effet boule de neige, car il ouvre de nouvelles possibilités. Selon la CNUCED, chaque dollar US (0,70 €) de valeur supplémentaire ►



3 | AGIR POUR MODERNISER

► ajoutée dans le domaine agricole rapporte 30 à 80 cents (0,20 à 0,55 €) de revenus supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie. De plus en plus de petits producteurs des Caraïbes ciblent les touristes et les marchés d'exportation avec des chutneys, des sauces épicées et des condiments. Nelva Magloire a créé une petite entreprise de fabrication de chips de plantain dans la cuisine de sa mère, en Dominique. Elle dirige aujourd'hui une unité de transformation à l'échelle commerciale. Le Réseau des femmes productrices rurales (NRWP) de Trinité-et-Tobago organise un festival annuel autour des activités conférant de la valeur ajoutée aux produits. Lan dernier, le festival a mis la mangue à l'honneur, avec des démonstrations de techniques de transformation et de marketing de

ce fruit et de ses sous-produits (savons à la mangue, papier, boissons et même bijoux).

De nombreux agriculteurs des régions ACP ont amélioré leur production et leurs revenus en se diversifiant dans plusieurs secteurs, comme les cultures, l'élevage et la pisciculture (voir reportage ci-dessous). Identifier et accéder à un marché de niche peut faire toute la différence entre gagner modestement sa vie et sortir du lot, en dégagant des bénéfices suffisants pour planifier et étendre son exploitation. Les fermes de demain ne doivent pas obligatoirement être basées sur une agriculture rudimentaire. L'économie rurale non agricole est un moyen de sortir de la pauvreté, surtout pour les femmes, et présente des opportunités dans les secteurs du commerce, de l'agroalimentaire, de ► [suite page 24](#)

[REPORTAGE]



PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Les maillons d'une chaîne

Les producteurs de café du plateau isolé de Managalas, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, se sont tournés vers la très lucrative exportation de café biologique. Encouragés par leur succès, ils se sont lancés dans la culture de piments.

Le relief accidenté du plateau volcanique de la province d'Oro en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) ne facilite pas la culture et fait de la commercialisation de la production un défi encore plus dur à relever. Cependant, et contre toute attente, un réseau de petits producteurs de café de cette région s'est associé à une

entreprise locale. Ce réseau faisant partie d'une chaîne de valeur opérationnelle, ils reçoivent une aide essentielle pour les intrants, la gestion des cultures et, peut-être le plus important de tout, pour la vente de leurs produits. À présent, ils produisent un café certifié biologique destiné aux marchés australien et américain, qui leur assure des revenus largement supérieurs à ceux auxquels ils étaient habitués. Cette étape cruciale a permis aux agriculteurs de se lancer dans une nouvelle culture qui génère encore plus de revenus, celle du piment. Cela leur garantit désormais des rentrées régulières tout au long de l'année. La plupart d'entre eux dirigent des exploitations de 1 à 10 ha et n'ont aucune autre source de revenus.

Soutien aux agriculteurs

Ce réseau informel de 2 345 caféiculteurs bénéficie du soutien de la société

papouasienne Earth and Spirit Products (ESP) pour fournir un café satisfaisant aux normes d'une production bio de haute qualité.

"Ce café est ensuite traité et exporté vers des marchés certifiés biologiques en Australie et aux États-Unis", précise Mme Fiona Tanner, fondatrice et directrice générale de la société. En 2010, ESP a exporté un total de 3 000 sacs de café avec une augmentation nette des recettes de 40 % pour les cultivateurs par rapport à l'année précédente.

Le moment de se diversifier

Pour faire la soudure entre les saisons de récolte du café et aider son réseau de petits producteurs ruraux isolés, en 2010, ESP a étendu ses activités à la production de piments oiseaux (*Capsicum frutescens*) biologiques. Pour cela, la société a réaménagé ses entrepôts pour installer un séchoir solaire, afin d'obtenir le taux d'humidité requis pour le stockage et la vente des piments.

"Nous tirons un revenu régulier de nos piments", confie Tom Mesa, un agriculteur du village de Tabuane, chargé du contrôle qualité et de la production des piments.

À la fin de l'année dernière, l'entreprise a exporté son premier conteneur de piments en Australie et elle envisage d'en expédier plus de dix au cours de cette année.

Vinesh Prasad



Francisco António Souto est économiste. Il a été journaliste économique et a travaillé en tant que conseiller de la Fondation Friedrich Ebert. Depuis 1990, il dirige l'institution financière de développement Gapi-SI, au Mozambique.

ANTÓNIO SOUTO

L'agriculture et l'économie main dans la main

La modernisation du secteur agricole ne se réduit pas à l'aspect financier. Pour aboutir pleinement, elle doit associer les petits agriculteurs et leur donner accès aux technologies et aux marchés. Exemples de réussites au Mozambique sous l'égide de la société d'investissement Gapi-SI.

Qu'est-ce que Gapi-SI ?

Gapi-SI est une institution financière de développement (IFD), enregistrée dans le système

bancaire mozambicain en tant que société d'investissement (SI). C'est une société mixte public-privé de développement d'entreprise. Nos actionnaires sont des investisseurs qui ont une vision sur le long terme et ont investi dans un concept moderne de banque pour le développement socio-économique. Compte tenu de ses actionnaires, Gapi-SI propose, outre ses activités financières, des services de soutien au développement d'entreprises. Nous considérons que la méthodologie d'intervention holistique que nous adoptons est la plus efficace pour faire éclore une nouvelle génération d'entreprises. Nous soutenons des projets de startups, ainsi que des incubateurs d'entreprises composés de jeunes et œuvrant à la création d'opportunités d'affaires et d'emplois pour les jeunes.

Qu'est-ce que la "modernisation" de l'agriculture au Mozambique ?

La modernisation intègre les différents segments et opérateurs des filières agricoles. Cette intégration n'est porteuse de modernité qu'en cas de création de synergies et de valeur entre les parties prenantes. La modernisation ne peut être perçue d'un seul point de vue financier. Elle doit impliquer les petits agriculteurs, leur accès aux technologies améliorées et aux marchés. Notre vision entend rompre avec les stratégies et concepts de l'économie dualiste. Il

faut considérer l'agriculture et l'économie de manière globale. On peut parler de modernité lorsque les capacités du secteur commercial s'articulent avec celles de l'agriculture familiale, au sein de chaînes de valeur bien organisées. Pour cela, l'accès à un réseau bancaire commercial est indispensable, mais insuffisant. Il vise les principaux acteurs de la chaîne de valeur. Un réseau d'institutions de microfinance crédibles et durables, proches du marché des petites et micro-entreprises rurales, est également nécessaire. C'est pourquoi nous sommes impliqués dans la création d'un réseau d'organisations d'épargne et de crédit communautaires, ainsi que de caisses rurales, afin de répondre aux besoins des petits producteurs.

Quels sont les résultats de votre approche en faveur des petits producteurs ?

Les résultats sont visibles à l'échelle nationale. Le secteur avicole est désormais dirigé par des entreprises nationales. Il y a dix ans de cela, ces entreprises, fragiles, ne disposaient que de petites fermes d'élevage. En contrepartie de notre financement, nous avons exigé que les propriétaires s'approvisionnent en matières premières chez les producteurs locaux pour la fabrication d'aliment, tout en leur fournissant des poussins d'un jour et des aliments, afin de faciliter la mise en œuvre d'un réseau de petits élevages familiaux. Actuellement, le pays dépend moins des importations de poulets congelés et des milliers de familles participent à cette filière, assurant ainsi leur survie et contribuant de manière effective à la sécurité alimentaire du pays. Cette industrie a permis de remplacer les

importations, tirant profit des ressources locales, tout en créant des micro-entreprises et des emplois.

Un autre exemple de réussite est l'une des organisations coopératives que nous avons contribué à créer pour commercialiser les produits des paysans – Ikuru. Ikuru, qui fait du commerce équitable et biologique, assure des profits supplémentaires aux producteurs. À Londres, on trouve désormais des noix de cajou, des cacahouètes et du sésame exportés par des coopératives qui représentent environ 10 000 familles associées à Ikuru.

Quels sont les principaux obstacles rencontrés ?

Au cours de ces dernières années, Gapi-SI a diversifié ses affaires et consolidé ses résultats économiques et financiers. Toutefois, une compréhension limitée de ce qu'est une IFD persiste. Nous devons surmonter cet obstacle en communiquant mieux. Une partie de la classe politique nationale, des techniciens et des responsables pensent toujours que les IFD sont des banques d'État qui fonctionneraient comme des distributeurs d'argent (accordant des crédits en fonction de motivations politiques, sans responsabiliser les emprunteurs). Certains croient qu'il suffit qu'il y ait davantage de banques pour que le système financier soit plus efficace. Ils ignorent que la première étape consiste à promouvoir la solvabilité des emprunteurs potentiels. Le manque de ressources humaines expérimentées est également un obstacle. Nos écoles n'offrent pas encore l'ensemble des compétences nécessaires pour le développement socio-économique. ■



3 | AGIR POUR MODERNISER

suite de la page 22 ► la fabrication, de l'artisanat et des activités commerciales et de service. Dans plusieurs îles des Caraïbes et du Pacifique, l'écotourisme offre de nouvelles opportunités aux communautés rurales,

Diversifier et transformer pour se développer

tandis que le patrimoine exceptionnel de l'Afrique avec ses paysages, sa faune et son artisanat se prête idéalement à l'agrotourisme. L'an dernier, une entreprise ougandaise fabriquant du papier à partir de déchets agricoles s'est vu décerner le prix SEED (Supporting Entrepreneurs for Environment and Development). Au Guyana, North-West Organics associe protection des tortues et vente d'huiles de massage, de savons et de cacao biologiques. Toute la gamme de produits de cette entreprise communautaire florissante est fabriquée par des femmes autochtones. ■

AFRIQUE DU SUD

Informatique laitière

Pour survivre, les exploitations laitières doivent modifier leur manière de fonctionner, déclare Pitso Sekhoto, propriétaire de l'Entreprise agricole de Makolobane à Senegal, en Afrique du Sud. L'exploitant se sert de trayeuses modernes et également d'un logiciel de détection des mammites qui lui permet de gagner du temps en évitant de palper manuellement les vaches laitières. "En tant qu'exploitants laitiers, nous devons être à la pointe de la technologie, cela nous permet aussi d'évaluer en permanence la qualité

INTERVIEW

ALLISTER GLEAN

Qualité et marchés

La TTABA est une force en plein essor dans le secteur agroalimentaire de Trinité-et-Tobago ; elle offre des services de conseil et de coordination afin que les producteurs puissent augmenter leurs marges bénéficiaires. Elle intervient à chaque étape de la production, y compris l'après-récolte, l'emballage et la commercialisation. Elle veille aussi à la qualité des produits.

En quoi consiste le travail de la TTABA ?

À la TTABA, nous concevons notre rôle comme leader du développement et de la croissance du secteur agroalimentaire à Trinité-et-Tobago, fer de lance d'un projet pour modifier et entraîner tout le secteur. Nous proposons aux agriculteurs des contrats garantis et leur demandons en retour de suivre des règles de production professionnelles.

Nous nous concentrons fortement sur l'agroalimentaire et les activités apportant de la valeur ajoutée aux produits. Nous savons que les consommateurs recherchent la commodité. Cette valeur ajoutée aux produits peut considérablement augmenter la consommation d'aliments locaux. Cela vaut pour les particuliers comme

pour les entreprises, aussi transformons-nous également les produits pour le compte d'autres industriels.

Mon rôle consiste à travailler avec les producteurs, les organisations interprofessionnelles et les divers acteurs du secteur agroalimentaire afin de développer des politiques industrielles et commerciales. Enfin, nous servons d'organe de coordination.

Comment aidez-vous les paysans à améliorer la qualité de leurs produits ?

Nous sommes au service des paysans par le biais de nos agents de vulgarisation. Nous veillons à ce qu'ils respectent les normes de qualité en suivant des procédures appropriées. Il est difficile de concurrencer les producteurs internationaux, subventionnés

par leurs gouvernements, aussi devons-nous insister sur la qualité et répondre également aux besoins spécifiques des consommateurs. Nous mettons l'accent sur la

chaîne de valeur et demandons aux agriculteurs de suivre des méthodes de production de qualité. Parfois, nous les aidons aussi à améliorer la qualité de leurs produits en mettant à leur disposition de nouvelles variétés, mieux adaptées aux conditions locales. Ainsi, nous attendons l'autorisation d'importer de Colombie 15 variétés de manioc à haut rendement.



Allister Glean est directeur de l'appui institutionnel au sein de l'Association pour l'industrie agroalimentaire de Trinité-et-Tobago (TTABA). Celle-ci a été créée en 2006 par les acteurs du secteur privé agroalimentaire, avec l'aide du gouvernement, afin d'accélérer le développement national grâce à la croissance durable de ce secteur.

www.ttaba.com



du lait provenant de chaque vache lors de chaque traite, et de procéder à des détections instantanées des mammites”, ajoute-t-il.

Pitso Sekhoto a acheté son exploitation en 2009 grâce à une bourse du gouvernement dans le cadre du programme de réforme foncière d’Afrique du Sud et il a aussi pu acheter du bétail, des moutons, des chevaux et même un tracteur. Grâce à son dur labeur et sa persévérance, il a transformé ses terres en une exploitation extrêmement rentable.

En effet, sa ferme est équipée des tout derniers systèmes technologiques pour mesurer le rendement laitier et surveiller automatiquement la manière dont cet équipement fonctionne dans l’étable.

En outre, chaque vache du troupeau est dotée d’un capteur de mouvement et d’une puce électronique permettant de l’identifier. Le capteur transfère ensuite ces informations à l’ordinateur de Pitso Sekhoto qui l’alerte lorsqu’un animal présente des symptômes de fièvre et identifie les vaches prêtes à l’accouplement.

Pitso Sekhoto vend son lait à Inkunzi Milkway à Pretoria et à Woolworths, le seul détaillant biologique du pays. Il produit aussi des pommes, vendues sur les marchés de Pretoria, Bloemfontein ou Johannesburg. Ces pommes sont biologiques, produites grâce à un système d’irrigation au goutte-à-goutte.

Fidelis Zvomuya



© F. Zvomuya

Le rôle de la formation est-il important ?

Nous formons les cultivateurs à mieux produire, mieux gérer les étapes de l’après-récolte. Des choses simples comme dire aux producteurs de laver leurs patates douces avant de les vendre pour enlever la terre et les rendre plus attrayantes, car ils croient à tort que cela les protège.

Nous les formons aussi à l’utilisation de nouvelles technologies. La TTABA a acquis une planteuse de manioc et une machine à récolter que nous louons aux cultivateurs pour leurs parcelles. À présent, certains d’entre eux envisagent même d’acheter leurs propres machines.

Les aidez-vous à trouver de nouveaux marchés ?

Oui, nous essayons d’aider les agriculteurs à trouver des débouchés, ce qui est vital pour eux. Ils peuvent produire tout ce qu’ils veulent, mais sans marché ils n’iront nulle part. Aussi travaillons-nous en étroite collaboration avec la société nationale de commercialisation agricole. Le ministère de la Production alimentaire a beaucoup œuvré pour trouver des marchés à l’export et nous travaillons avec lui sur un accord pour ravitailler localement une chaîne de fast-food internationale en manioc et patates douces. Nous sommes très fiers de ce

projet, pour lequel nous avons œuvré sans relâche pour un partenariat public-privé.

L’accès au crédit est-il facile ?

L’accès au crédit reste un défi, mais nous continuons à rechercher de nouvelles sources. Le gouvernement s’emploie à aider les producteurs et des fonds importants ont déjà été alloués par la Banque de développement agricole de Trinité-et-Tobago. Mais il reste beaucoup à faire en matière de financement ; les agriculteurs eux-mêmes doivent s’efforcer de trouver de nouvelles sources de financement à l’extérieur de la région.

Qu’en est-il de l’accès à la terre ?

C’est un réel problème. Certains paysans ne sont que locataires des terres qu’ils cultivent. Néanmoins, depuis le changement de gouvernement, le ministère de la Production alimentaire a multiplié les efforts pour offrir aux cultivateurs un accès à la propriété. Mais les démarches peuvent être compliquées ; parfois ils ne disposent pas de toutes les informations nécessaires ou ne peuvent pas faire les démarches. Dans ce cas, la TTABA les aide et nous les encourageons aussi à se porter acquéreurs de grandes parcelles à cultiver en coopératives. Trois groupes se sont déjà lancés.

Comment fonctionnent les groupements ?

Les groupements sont composés de paysans réunis selon leurs besoins. Cela peut être simplement le partage de techniques ou de ressources, y compris la main-d’œuvre, dans un domaine où les producteurs travaillent dans des conditions similaires, confrontés aux mêmes problèmes. Un groupement, l’association Rio Claro Farmers, a déjà connu une belle réussite dans la production de manioc et réduit les coûts en partageant financements, équipements et main-d’œuvre. À présent, c’est l’un des groupements les plus fiables avec qui nous avons passé des contrats.

Quelles sont les principales difficultés pour les agriculteurs ?

Trouver de la main-d’œuvre de qualité est un vrai défi. D’ailleurs, certains producteurs recrutent actuellement de la main-d’œuvre dans un programme initialement conçu pour l’entretien des routes et canalisations. Aussi la TTABA travaille-t-elle à introduire un volet agricole à ce programme afin de former des travailleurs à répondre aux besoins des agriculteurs. La formation qui a eu lieu jusqu’ici a d’ailleurs donné de bons résultats. L’association Tableland Pineapple Growers va bientôt embaucher environ 300 ouvriers. À long terme, les agriculteurs devront toutefois se tourner vers la main-d’œuvre étrangère.



INTERVIEW



Betty Wampfler est chercheuse à Montpellier SupAgro/UMR MOISA, et associée au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Quand l'État soutient l'investissement

Entre 2005 et 2007, l'État malgache a expérimenté la bonification de crédits agricoles, en partenariat avec une institution de microfinance. Une nouvelle façon de concevoir l'intervention de l'État en matière d'investissement agricole.

fin en 2007, tandis que des fonds demeurent sur le projet. Des résultats positifs ont été observés : la demande en crédit intrants et équipements a augmenté, les prêts bonifiés ont été bien remboursés, l'IMF a gagné de nouveaux adhérents ; des équipements agricoles ont été acquis par cette voie. Des limites demeurent. L'appui technique n'a pas été réalisé, les pratiques paysannes ne semblent pas avoir été durablement modifiées. La mise en œuvre du projet par les CECAM n'a pas toujours été aisée, l'outil bonification étant difficile à intégrer dans le fonctionnement d'une IMF.

Que sont les crédits bonifiés à Madagascar ?

La bonification des taux d'intérêt est un instrument de politique agricole utilisé au Nord pour soutenir l'investissement et la modernisation agricoles. Madagascar, avec l'appui de l'UE, puis du Japon, a expérimenté cet outil, à travers un projet pilote. Mis en place entre 2005 et 2007 dans plusieurs régions de Madagascar, ce projet visait à appuyer l'achat d'intrants et d'équipements agricoles.

L'État intervient en bonifiant les taux des crédits. La bonification bénéficie aux emprunteurs sous la forme d'une prime, transmise par l'institution de microfinance (IMF) partenaire une fois leur prêt remboursé. À Madagascar c'est notamment le réseau mutualiste CECAM, Caisses d'épargne et de crédit agricole, né en 1994, qui a distribué les crédits bonifiés. L'appui au financement devait être accompagné de conseil technique.

Quels ont été les résultats de cette opération pilote ?

L'expérience, lancée en 2005, a pris

En quoi cette expérience est-elle innovante et pourquoi s'y intéresser aujourd'hui ?

Les États interviennent dans le financement de l'agriculture de diverses manières, par exemple en intervenant dans la régulation des marchés ou en fournissant de l'information sur les marchés. Avec l'expérience des crédits bonifiés, l'État malgache est allé plus loin, revenant à des outils de type plus "interventionnistes" abandonnés lors des plans d'ajustement structurel. Un autre apport de cette expérience est le partenariat public-privé initié entre l'IMF et l'État pour l'appui à l'agriculture. Les résultats du projet laissent à penser qu'une extension de l'expérience pourrait réellement soutenir la modernisation agricole. Cette expérience re-questionne la légitimité de l'intervention publique par l'appui à l'investissement agricole, élément clé de la modernisation de l'agriculture.

Les agriculteurs attendent leur heure

Les systèmes de warrantage ou systèmes de certificat d'entrepôt sont conçus pour aider les agriculteurs à éviter de vendre leurs récoltes au prix le plus bas lorsque l'offre est au plus haut. Dans le cadre de ces systèmes, les agriculteurs donnent une partie de leurs récoltes comme garantie en échange de crédits pour financer le cycle de production suivant ou pour investir dans d'autres activités rémunératrices. La récolte est généralement stockée dans un entrepôt communal ou auprès d'une organisation de producteurs. La période de warrantage s'étend généralement de 3 à 6 mois, entre deux cycles saisonniers.

Ce principe s'applique surtout aux céréales, même si certaines cultures commerciales comme le niébé, l'arachide et certains légumes sont également entreposées.

Au Niger, où le système est très répandu, l'impact sur les revenus des agriculteurs est significatif. Outre les répercussions immédiates d'un flux de trésorerie amélioré, les avantages du système incluent la réduction du prix des matières premières et équipements, grâce aux achats groupés, et des perspectives de valeur ajoutée grâce à un meilleur stockage. Mais le warrantage ne fonctionne que pour les produits pouvant être stockés sans s'abîmer. Il n'est intéressant que si l'écart entre les prix au moment des récoltes et les prix en période de pénurie couvre les coûts d'entreposage et autres frais. La gestion des stocks doit être rigoureuse.

Pour aller plus loin

CNUCED

www.unctad.org

• Rapport 2010 sur la technologie et l'innovation.

<http://tinyurl.com/66g9p38>

HRC

Haut-Commissariat aux droits de l'homme

• L'agro-écologie et le droit à la nourriture

<http://tinyurl.com/5vuakln>

InfoDev

<http://tinyurl.com/3kyb75b>

IRD

Programme d'incubateurs d'entreprises

en Afrique de l'Ouest

<http://tinyurl.com/2fncaq8>

RIE

Réseau de recherche sur l'innovation et l'entrepreneuriat dans les Caraïbes

www.rienet.net

SEED

<http://tinyurl.com/69nqrxe>



4 | LES POLITIQUES AGRICOLES

Créer un terreau favorable

Les politiques agricoles sont les clés de voûte d'une modernisation agricole cohérente et durable qui touche la majorité des producteurs. Au sein des entités régionales, les pays ACP les bâtissent peu à peu. La tâche est immense.



4 | LES POLITIQUES AGRICOLES

Seule une volonté politique accompagnée de moyens adéquats permettra la modernisation des agricultures ACP. Ce leitmotiv, sans cesse répété au sein des instances régionales ou internationales, donne aujourd'hui ses premiers résultats. Tous les pays se dotent peu à peu de politiques agricoles qui dénotent un nouvel intérêt et de fortes ambitions pour un secteur longtemps délaissé par les pouvoirs publics.

Peter Hazell, directeur de la division Environnement et Technologie de la production à l'IFPRI, compare la situation actuelle de l'Afrique avec celle de l'Asie dans les années 1960. En 25 ans, le continent indien est sorti de la famine, générant même des surplus de production. Pendant cette révolution verte, les petits paysans ont bénéficié de nombreuses mesures : technologies adaptées, distribution de terres et sécurisation foncière, intrants modernes et abordables, crédits pour les petites exploitations et politiques garantissant des prix stables et justes pour les petits producteurs. Autant de points sur lesquels les gouvernements ACP doivent aujourd'hui agir, dans le cadre d'une vision du développement agricole de leurs pays. Il s'agit d'opérer des choix cruciaux entre plusieurs options, plus ou moins libérales, prenant en compte les agriculteurs, les besoins des citoyens, le respect de l'environnement, les contraintes de la mondialisation...

Des politiques agricoles volontaristes, élaborées conjointement avec les principaux intéressés, les paysans, accompagnées de financements et qui s'articulent avec les autres politiques sectorielles sont indispensables. Mais ce n'est pas si simple, car celles-ci doivent aussi s'intégrer dans des politiques régionales de plus en plus prégnantes et dans un environnement international qui tient peu compte de leurs difficultés.

Communauté caribéenne (CARICOM), Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : chaque région a défini sa politique de développement agricole.

Le décollage du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD a redonné, pour les pays africains, une cohérence aux différentes initiatives des pays (cf. Spore 153).

Le PDDAA a inspiré les orientations des politiques régionales africaines, contribuant à la mise en place de règles et principes reconnus. Pour bénéficier de financements des bailleurs, chaque pays est tenu d'élaborer son propre projet en s'intégrant dans ce programme.

Le PDDAA vise une croissance agricole de 6 % par an, objectif déjà dépassé par neuf pays (Angola, Burkina Faso, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Nigeria, République du Congo, Sénégal et Tanzanie). Mais seuls le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Niger, le Rwanda et le Sénégal consacrent 10 % de leur budget à l'agriculture, comme ils s'y étaient engagés en 2008 à Maputo.

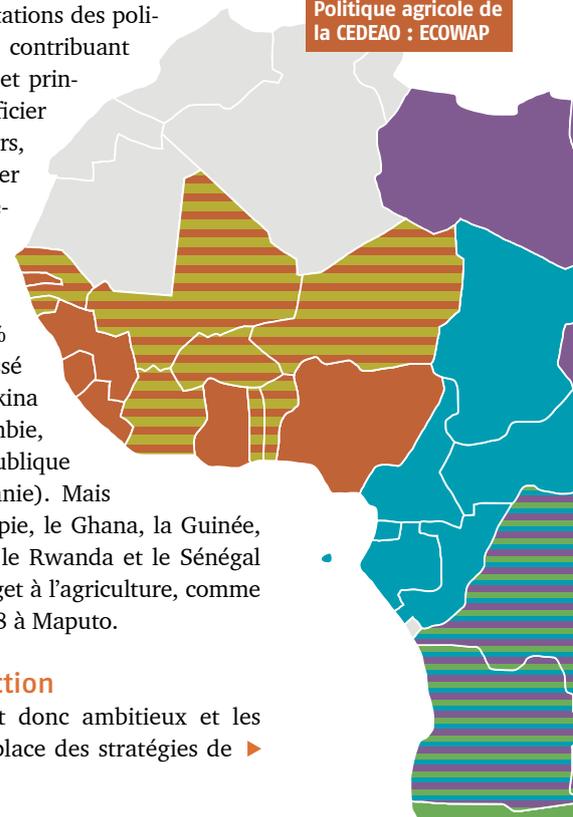
De multiples leviers d'action

Les objectifs globaux sont donc ambitieux et les pays mettent peu à peu en place des stratégies de ►

Les politiques agricoles régionales en Afrique

Politique agricole de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : PAU

Politique agricole de la CEDEAO : ECOWAP



BURKINA FASO

Concilier légalité et légitimité

Au Burkina Faso, on doit à la Réforme agraire et foncière (RAF), votée en 1984 puis révisée en 1991 et 1996, de nombreuses avancées en milieu urbain, dont la délivrance massive de permis urbains d'habitation. Mais en milieu rural, cette loi, qui définit la terre comme étant la propriété exclusive

de l'État, n'a jamais été appliquée faute de consensus. Les terres rurales ont, pour l'essentiel, continué à être gérées selon les coutumes. Mais au fil du temps, celles-ci se sont révélées de moins en moins aptes à juguler des tensions foncières grandissantes entre acteurs ruraux.

C'est ainsi qu'une nouvelle politique et une loi spécifiques au foncier rural ont été adoptées en septembre 2007 et juin 2009 respectivement, suite à de nombreuses concertations. La nouvelle réforme foncière attribue désormais la gestion du foncier rural à l'État mais aussi aux collectivités territoriales

et aux particuliers. Elle reconnaît également l'efficacité des coutumes. Ainsi, les populations d'un ou de plusieurs villages peuvent s'inspirer des coutumes locales pour élaborer une charte foncière qui régulera l'utilisation de leurs ressources communes. La loi prévoit aussi des programmes spéciaux d'attribution de terres aménagées aux jeunes, aux femmes et aux éleveurs. Cette loi insiste enfin sur la nécessité de conciliation en cas de conflit foncier, comme préalable à toute démarche judiciaire.

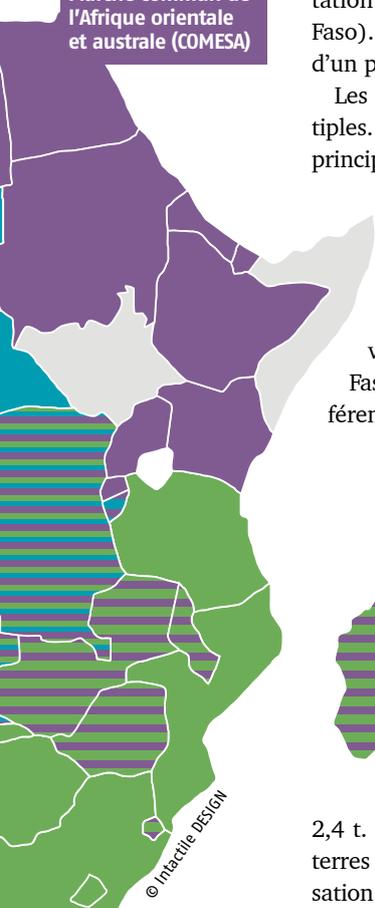
Inoussa Maïga



Politique agricole de l'Afrique centrale (PAC-CEEAC)

Le processus d'élaboration d'une politique agricole régionale de l'Afrique centrale a été engagé en 2008. Non encore abouti, il implique la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Communauté des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Politique agricole du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)



Politique agricole de la SADC

Les pays de la région se sont engagés dans la formulation d'une politique agricole régionale en mars 2008, mais à ce jour aucun accord juridiquement contraignant n'est en place.

► développement de leur agriculture qui assurent la cohésion des différents projets. Tous sont axés sur le développement d'une agriculture plus entrepreneuriale : Plan de modernisation de l'agriculture (2000) en Ouganda, Stratégie de développement du secteur agricole 2009-2020 (ASDS) au Kenya, politique de développement agricole volontariste démarrée en 2007 au Rwanda (cf. reportage). En Afrique de l'Ouest, le Sénégal s'est doté, en 2004, d'une Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP), cadre de référence pour les 20 ans à venir et fruit d'un processus de concertation entre l'État et le mouvement paysan, suscitant des initiatives similaires dans les pays voisins (Loi d'orientation agricole au Mali, processus en cours au Burkina Faso). Dans les Caraïbes, Haïti s'est doté récemment d'un plan de développement agricole 2010-2015.

Les leviers d'action des gouvernements sont multiples. La sécurisation des droits fonciers est un des principaux leviers qui permettent l'investissement. Elle nécessite des mécanismes transparents, équitables et accessibles à tous. Un enjeu d'autant plus fort que les pressions sur les terres augmentent. Au Mali, la politique foncière constitue une priorité, car seuls 15 % des terres cultivables sont effectivement cultivées. Au Burkina Faso, l'État a tenté de réconcilier des approches différentes du foncier en faisant une place aux coutumes

locales (cf. encadré). Dans les Caraïbes, les gouvernements affectent de nombreuses terres inexploitées à de grandes exploitations commerciales.

Permettre une hausse rapide de la production est l'autre urgence. Nombre d'États ont pris la mesure de l'enjeu et mis en place des politiques de subvention des engrais : Malawi (cf. p.32), Bénin, Burundi. Au

Mali, grâce aux engrais, les rendements du riz sont passés de 1,4 à 2,4 t. Dans le Pacifique, sur les atolls aux terres appauvries, les États prônent l'utilisation des charbons en combinaison avec du compost pour accroître la productivité.

Un important chantier qui attend le continent africain est celui des infrastructures, les routes en particulier, indispensables à une commercialisation fluide. La plupart des bonnes routes desservent les grandes villes alors que les pistes rurales qui désenclavent les zones de production, en terre, sont peu entretenues. De vastes

projets transfrontaliers sont à l'étude – corridors autoroutiers, chemins de fer – pour faciliter les échanges de produits. En RDC, la réhabilitation de 10 000 km de routes fait partie des cinq grands chantiers ouverts par le gouvernement en 2006.

Beaucoup reste à faire pour valoriser la gestion de l'eau pour l'agriculture, c'est l'ambition déclarée de l'assemblée parlementaire ACP. Dans une étude récente intitulée "Quel est le potentiel d'irrigation pour l'Afrique ? Une approche combinée biophysique et sociodynamique", l'IFPRI affirme que les problèmes d'irrigation en Afrique sont liés à un manque de politiques éclairées et d'investissements ciblés, réalisés sur mesure en fonction des paysans et de l'économie locale. L'ECOWAP prône ainsi le développement de l'irrigation à petite échelle, la réhabilitation des grands périmètres irrigués et une gestion intégrée de la ressource en eau. Le Guyana, très sensible aux changements climatiques, doit adapter ses infrastructures pour faire face aux faibles quantités d'eau pendant les périodes de sécheresse. L'irrigation au goutte-à-goutte est une solution prônée par le gouvernement.

La formation et la recherche sont deux piliers indispensables à une modernisation réussie, négligés depuis deux décennies. Selon Chris Tufton, ministre jamaïcain de l'Agriculture, les institutions agricoles ont été délaissées dans les Caraïbes. L'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI) n'a pas reçu, de la part des États membres, de budget, autre que de fonctionnement, depuis au moins cinq ans.

La recherche agricole d'aujourd'hui doit se faire en lien avec le monde universitaire, les organisations paysannes et le secteur privé. Ces "nouveaux acteurs" sont ainsi désormais pleinement associés aux événements internationaux, comme la Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement. ►



Au Burkina Faso, la réforme foncière reconnaît l'importance des coutumes locales



4 | LES POLITIQUES AGRICOLES

► Certains sujets, comme les OGM, déjà adoptés dans trois pays d'Afrique, sont particulièrement délicats. Le NEPAD a mis en place trois centres de recherche sur les biotechnologies au Burkina Faso, au Kenya et en Afrique du Sud.

La remise sur pied de services de vulgarisation, publics ou privés, utilisant les nouvelles technologies de la communication est aussi nécessaire pour favoriser des évolutions rapides des techniques. De même qu'un enseignement agricole valorisant et efficace qui touche un grand nombre de ruraux.

Financer l'agriculture et réguler les marchés

L'argent reste cependant le nerf de la guerre pour les agriculteurs comme pour les États. Les petits producteurs ont bien du mal à en obtenir, car les crédits sont souvent insuffisants ou très coûteux. En ce domaine, les initiatives gouvernementales sont rares. En février 2011, le Niger s'est doté d'une banque agricole, la BAGRI-Niger, qui apportera son soutien aux groupements de producteurs, à l'agro-industrie et l'agrobusiness et aux structures d'accompagnement du monde rural. Ailleurs, ce sont surtout des projets ou des partenariats entre secteur public et secteur privé qui assurent cet indispensable service.

Les "couloirs de croissance", qui concentrent sur une zone déterminée un ensemble d'investissements publics et privés pour y attirer des entreprises agricoles rentables, affichent des résultats concluants. Le couloir de croissance agricole de Beira, au Mozambique, a ainsi été réalisé grâce à un partenariat public-privé (avec de grosses firmes telles que Monsanto et Syngenta) : les investisseurs publics financent les routes, l'irrigation, l'électrification, les privés les activités. Dans ce couloir, 190 000 hectares d'agriculture commerciale irriguée ont permis de créer 350 000 emplois, 1 milliard \$ (700 M€) de revenus agricoles par an, et d'apporter l'électricité et l'eau dans 150 villages.

Les États aussi ont besoin d'argent pour financer les politiques agricoles. Mais, de manière générale, les financements ne sont pas à la hauteur des enjeux : 5 milliards sont investis chaque année dans l'agriculture, alors que 16 milliards seraient nécessaires, rien que pour l'Afrique. Les ressources des États et les aides des bailleurs restent insuffisantes.

L'intégration régionale représente un espoir pour les agricultures ACP. La création de marchés communs, comme celui constitué en Afrique de l'Est, fluidifie les échanges et ouvre de nouveaux marchés. L'établissement d'entités régionales fortes se fait peu à peu et est fortement soutenu par les organismes internationaux. Les tracasseries administratives rencontrées aux frontières constituent des obstacles à l'intégration régionale et renchérissent les coûts. Les États



© AFP/Photo I. Sanogo

africains et les Communautés régionales s'emploient peu à peu à les faire disparaître.

Mais les pays ACP sont aussi perméables aux importations des pays extérieurs qui entrent avec de faibles droits de douane. La signature des APE soulève ainsi de nombreuses inquiétudes et rares sont encore les pays d'Afrique qui les ont signés et mis en application, craignant la concurrence des produits européens. Ainsi, pour protéger le marché de certains produits, les pays de la CEDEAO veulent ajouter une cinquième bande tarifaire de droits de douane à 35 %.

Au Kenya, la création d'un organe de régulation (le Kenya Dairy Board) pour organiser, réguler et développer la filière laitière, et le contrôle des importations avec la mise en place d'un tarif douanier de 60 % ►

Forum pour une révolution verte africaine, Accra (Ghana), septembre 2010

Faculté d'Agronomie et des Sciences agricoles de l'université de Dschang et champ d'essais (Cameroun)



© Syfia International



► ont permis à l'industrie laitière de se renforcer. Ces mesures ont été complétées par des politiques d'aide et de formation pour les éleveurs. Les industriels privés ont su investir dans des industries de transformation comme les mini-laiteries implantées localement pour développer les filières locales. Aujourd'hui, le pays est autosuffisant en lait.

Les organisations de producteurs en première ligne

Le choix des stratégies politiques à mettre en place ne relève plus aujourd'hui des seuls gouvernants. Dans de nombreux pays, ils doivent compter avec les organisations de producteurs : coopératives, unions de coopératives, organisations à la base, organisations faitières et organisations régionales qui offrent des services à leurs membres et ne veulent plus être laissées pour compte. Organisées, utilisant les TIC, sachant communiquer (*EAFF e-Newsletter*, *Roppaveille*, le réseau *Jeunes en agriculture du*

Pacifique sur Facebook, etc.), les organisations régionales sont devenues les interlocuteurs incontournables des ministères de l'Agriculture. Dans certaines régions, elles sont armées pour débattre et faire avancer leurs idées, mais elles manquent encore souvent de moyens pour se développer. En octobre 2010, elles ont créé le Forum panafricain des producteurs agricoles (Pan-African Farmers' Forum, PAFFO). Des réseaux thématiques voient aussi le jour, comme le Cadre régional de concertation des organisations des producteurs de riz (CRCOPR), créé en janvier 2011 au Mali. Dans les Caraïbes, l'Association des agriculteurs des Îles-sous-le-Vent (WINFA), représentant les petits producteurs, a su mobiliser ses membres lors des négociations sur les APE pour mieux informer la société civile et les producteurs. CaFAn, réseau des agriculteurs des Caraïbes, s'efforce de former toujours mieux les organisations membres.

Parfois, la place croissante occupée par ces organisations est vécue comme une menace par les ►

[REPORTAGE]

RWANDA

Une révolution verte à marche forcée

Le gouvernement rwandais a, depuis cinq ans, imposé, parfois durement, une révolution verte aux agriculteurs de ce petit pays très peuplé. Elle a permis une forte augmentation de la production mais a créé, en contrepartie, des difficultés d'écoulement.

Nombre d'agriculteurs rwandais ont vu leur production de maïs plus que tripler depuis cinq ans, passant de 1,5 t à 5 t pour la variété dite "Tamira". C'est le résultat de la politique de régionalisation des cultures et de consolidation des terres (mise en commun des terres afin de ne cultiver qu'une seule plante sur de grandes étendues) démarrée en 2007 par le gouvernement rwandais, qui vise à augmenter la production et à faire passer les paysans d'une agriculture de subsistance à une agriculture plus commerciale. Cette révolution verte est nécessaire dans ce petit pays de collines où environ 87 % de la population vit de l'agriculture et où la densité atteint

aujourd'hui 433 habitants au km², 1 000 par endroits. En 20 ans, la surface cultivable par famille a été divisée par deux, certains ménages ne disposant que de 3 ares. Chaque province doit cultiver uniquement ce qu'a décidé le ministère de l'Agriculture en fonction des spécificités de ses sols et de son climat : café, bananes, maïs, ananas, manioc. À condition qu'ils soient membres d'une coopérative, les agriculteurs ont alors droit à des intrants subventionnés et des semences sélectionnées. Ils doivent aussi suivre de nouveaux itinéraires techniques, en particulier planter en lignes pour augmenter l'espace cultivable et respecter la rotation des cultures. La construction de terrasses dites "radicales" regroupe les parcelles des paysans et limite l'érosion très forte sur les collines. Suivre ces règles est obligatoire et les autorités locales doivent y veiller. Mais leur mise en place, en particulier la construction des terrasses qui prive les producteurs d'une ou de plusieurs saisons culturales le temps des travaux



d'aménagement, a été mal vécue dans de nombreux districts. Là où ces mesures sont effectives depuis plusieurs années, la production a fortement augmenté (riz, maïs, manioc, etc.). Mais les agriculteurs sont aujourd'hui victimes de leur succès car l'organisation des filières et de la commercialisation n'a pas toujours suivi. Au nord et à l'est, les marchés sont ainsi saturés de maïs. Ne pouvant les vendre, ni acheter de quoi manger, les producteurs ont faim. Les agriculteurs d'ananas, eux, voient avec peine leurs produits pourrir dans les champs. C'est pourquoi le gouvernement facilite désormais l'installation de petites unités de transformation d'ananas, de maracuja... et de hangars de séchage des maïs.

Albert-Baudouin Twizeyimana



4 | LES POLITIQUES AGRICOLES

► gouvernants. Au Sénégal, l'État a ainsi créé un nouveau syndicat paysan (SYNAEP-Japandoo), censé devenir l'interlocuteur privilégié du pouvoir aux dépens des organisations préexistantes.

Pour renforcer ces organisations, les aider à être une force de proposition et à convaincre, l'Union européenne et le FIDA ont mis en place un projet d'appui aux capacités et au renforcement des organisations paysannes (PAOPA), qui concerne quatre réseaux

d'organisations paysannes d'Afrique (ROPPA, SACAU, EAFF, PROPAC) et le PAFFO (voir page 34).

Leur présence aux côtés des gouvernements est indispensable pour assurer la défense de tous les agriculteurs, en particulier des petits exploitants, et donner leur avis de professionnels. Car c'est grâce à une vision stratégique et politique à long terme, qui tient compte des productrices et producteurs d'aujourd'hui et de demain, que l'agriculture des pays ACP prendra un nouvel élan. ■

[REPORTAGE]



© E. Hockstein / NT-Res

MALAWI

Des subventions intelligentes

Alors que les subventions aux intrants, et plus spécifiquement l'usage qu'en fait le Malawi, continuent à faire débat, leur impact direct a généré d'impressionnants résultats.

Pendant la majeure partie de sa vie d'agriculteur, Willard Katosa, un petit exploitant du Malawi, a eu du mal à obtenir les rendements qui lui permettraient de gagner décemment sa vie. Comme de nombreux agriculteurs du Malawi, il dépendait lourdement de la production de maïs (une culture nécessitant peu d'intrants), même si

le sol était fortement dégradé. L'envol des prix des fertilisants importés combiné aux fluctuations importantes du prix du maïs dans ce pays sans littoral ont rendu l'acquisition d'engrais chimiques quasiment impensable. Pour tenter d'améliorer le rendement des cultures, le gouvernement du Malawi a introduit un programme intitulé Starter Pack ("pack de démarrage") en 1998. Mais si ce programme visait jusqu'à 96 %

des petits exploitants en leur fournissant 10 à 15 kg d'engrais, les quantités étaient insuffisantes pour avoir un effet significatif. "En tant qu'agriculteurs, nous avons reçu une aide sous la forme d'engrais gratuits, mais que pouvait-on faire avec seulement 10 à 15 kg ?", commente l'agriculteur de 35 ans. Après une saison de pénuries alimentaires majeures en 2005/2006, le gouvernement a lancé le Programme de subventions aux intrants agricoles (PSIA), applicable aussi bien aux cultures vivrières qu'aux cultures commerciales. Le programme impliquait la distribution de coupons pour de l'engrais que les agriculteurs pouvaient échanger dans des points de vente paragouvernementaux. En échange de ces coupons, les agriculteurs pouvaient obtenir des intrants à environ un tiers de leur prix normal.

"J'ai acheté un sac d'engrais de 50 kg à un prix subventionné de 500 Malawi Kwacha (MK) (2,7 €) en utilisant les coupons distribués par les autorités agricoles dans notre région", raconte Willard. "Le programme PSIA nous a apporté des avantages considérables : nous avons pu acheter des intrants et utiliser de l'engrais à grande échelle." Les agriculteurs ont également bénéficié de prix réduits sur des variétés améliorées de maïs, de riz, de haricot, d'arachide et de pois cajan (ou "pois d'Angole"). Les coûts directs du programme PSIA pour la saison 2005-2006 étaient élevés, atteignant 7,2 milliards MK (32,7 millions €) et plusieurs revendeurs d'engrais du secteur privé ont enregistré de lourdes pertes en raison de la baisse des ventes et de leur exclusion du programme. Mais globalement, l'utilisation des engrais s'est fortement développée et, combinée à des pluies abondantes, elle a permis d'obtenir des récoltes exceptionnelles. Le programme s'est poursuivi l'année suivante, avec quelques ajustements destinés à impliquer davantage les distributeurs privés. Les rendements des cultures de maïs et la sécurité alimentaire se sont considérablement améliorés. Les prix des engrais devraient probablement rester élevés, c'est pourquoi de telles subventions coûtent cher aux gouvernements. La difficulté consiste à concevoir des programmes de subventions aux intrants "intelligents", permettant d'améliorer la disponibilité des denrées alimentaires et les revenus à court terme, tout en stimulant la croissance et le développement rural sur le long terme.

Charles Mkoka



RUI SILVA

Accompagner les mutations du secteur agricole

Docteur en sciences naturelles, né au Cap-Vert, Rui Silva est directeur de l'Agriculture et du Développement rural de la CEDEAO, à Abuja, depuis août 2008. Avant d'entrer à la CEDEAO en 2004, il présidait l'Institut national des ressources hydriques du Cap-Vert.

Quelles sont les articulations entre le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP) ?

l'ECOWAP est la déclinaison, pour l'Afrique de l'Ouest, du PDDAA. Elle traduit les spécificités de la région et fixe la vision, les

objectifs et les priorités. Au quotidien, nous travaillons étroitement avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN).

En quoi ces politiques favorisent-elles la modernisation de l'agriculture africaine ?

Qu'il s'agisse de l'environnement économique et commercial ou de l'environnement physique, des mutations majeures affectent le développement agricole régional. À travers des réformes structurelles, la CEDEAO veut contribuer à la construction d'un environnement commercial, physique, informationnel et institutionnel favorable à une transformation profonde des systèmes de production et des filières agricoles en Afrique de l'Ouest. Ceci se fera à travers quatre composantes : l'amélioration de l'environnement commercial des filières agroalimentaires ; l'adaptation au changement climatique et la gestion intégrée des ressources partagées ; l'opérationnalisation d'un système d'information et d'aide à la décision ; le renforcement des capacités institutionnelles et humaines.

Comment les politiques agricoles de l'Afrique de l'Ouest doivent-elles

faire face aux récentes crises financière et alimentaire ?

Le secteur agricole dispose d'atouts potentiels qui permettront de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social, et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays. La forte diversité des écosystèmes, source potentielle d'une diversification de la production, permettra non seulement d'exploiter au mieux les avantages comparatifs de la région, mais aussi de favoriser l'émergence d'un marché régional diversifié. L'ensemble de la région dispose d'une superficie agricole cultivable de 284 millions d'hectares dont seuls 60 millions sont actuellement mis en valeur. À ce potentiel de terres cultivables, s'ajoutent plus de 215 millions d'hectares de pâturages. De plus, la région dispose de plus de 10 millions d'hectares de terres potentiellement irrigables, qu'elle parvient, à peine, à mettre en valeur à hauteur de 10 %.

Ces atouts sont insuffisamment exploités et l'agriculture ouest-africaine reste ainsi caractérisée par de faibles performances. Les rendements et la productivité par actif agricole sont parmi les plus faibles au monde. En conséquence, environ 19 % des importations concernent les biens alimentaires et l'accès aux marchés régional et international des produits ouest-africains reste peu développé. Les produits agricoles restent peu compétitifs et les politiques agricoles sont souvent mal orientées.

Le premier Plan régional d'investissement agricole (2011-2012) va travailler à stimuler la production et la productivité, créer des conditions favorables au développement du commerce et aux échanges régionaux, interrégionaux et internationaux et appuyer les populations vulnérables.

L'atteinte de la souveraineté alimentaire régionale requiert de travailler en priorité sur des produits qui disposent d'un potentiel de production important et correspondent à l'évolution des habitudes alimentaires des populations.

Comment organiser la transition du monde agricole et rural ouest-africain d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale ?

Depuis les années 1990, le secteur agricole ouest-africain a subi de profondes mutations caractérisées par une orientation vers des productions destinées au marché local et régional. D'ailleurs, on observe l'émergence d'acteurs de mieux en mieux structurés au niveau régional, qui se positionnent comme de véritables partenaires, incontournables dans la définition et la mise en œuvre de politiques et stratégies.

Un certain nombre de chantiers sont en cours, centrés sur la mise en œuvre du régime commercial intracommunautaire et sur l'adaptation du régime commercial extérieur. Ces chantiers portent notamment sur l'adaptation du Tarif extérieur commun avec la création d'une cinquième bande tarifaire et la re-catégorisation de certains produits, la négociation de l'offre d'accès au marché dans le cadre de l'Accord de partenariat économique UE-Afrique de l'Ouest et enfin la réduction des entraves au commerce intérieur régional. Les instruments de politique publique se réfèrent aux champs de la réglementation et de la normalisation : incitations, taxation ou régulation. Ils constituent les leviers qui permettent à la CEDEAO d'opérationnaliser les options, les orientations et les objectifs retenus lors de l'adoption de l'ECOWAP. Du fait de leur caractère évolutif, ils permettent d'accompagner, en les anticipant autant que possible, les mutations du secteur agricole. ■



INTERVIEW



Élisabeth Atangana, camerounaise, est présidente du Forum panafricain des producteurs agricoles (PAFFO, Pan-African Farmers' Forum) depuis sa création, en octobre 2010.

Une productivité maîtrisée

Quels sont les liens entre une agriculture "moderne", la recherche et les organisations paysannes (OP) ?

Des hommes formés, un environnement adapté, la productivité, la compétitivité, l'accès au marché sont les clés d'une agriculture moderne. Mais attention, lorsque je parle de productivité,

je parle d'une productivité maîtrisée, qui ne fait pas une utilisation abusive des pesticides. Les intrants doivent être maîtrisés. La question de la recherche entre en ligne de compte. Nous savons qu'elle a beaucoup évolué. Ses résultats se sont beaucoup améliorés. Mais elle ne collabore pas suffisamment avec les populations. Et souvent, lorsque les résultats existent, ils ne sont pas à la disposition des communautés. Or, il importe d'impliquer les communautés dans la recherche et de savoir associer savoirs traditionnels et recherche. Les organisations paysannes sont la clé de voûte de la relation entre producteurs et recherche. Elles ont une bonne connaissance de leur environnement et du terrain. Elles devraient être le relais entre la recherche et les populations à la base. Elles ont des méthodes

persuasives et tentent de mieux se structurer pour mettre en place des services de proximité et mieux diffuser leurs objectifs et orientations.

Que représente la formation pour les OP ? Les femmes ont-elles une place particulière à tenir ?

La formation est au centre de nos préoccupations. Le développement des ressources humaines est fondamental. Nous prévoyons à ce sujet une rencontre avec toutes les régions (EAFF pour l'Afrique de l'Est, PROPAC pour l'Afrique centrale, ROPPA pour l'Afrique de l'Ouest, UMAGRI pour le Maghreb et SACAU pour l'Afrique australe) afin de réfléchir à des objectifs communs. Nous élaborerons alors une stratégie pour cinq ans et tenterons d'harmoniser nos activités. Le PAFFO a un rôle important de coordination, d'harmonisation, de gestion des connaissances de ses membres.

En tant que femme, ma position n'est pas facile. Tout le monde parle du genre, de la nécessité de soutenir les femmes. Mais la réalité est plus complexe. Nous devons toujours nous battre, négocier pour convaincre, bien davantage que les hommes. Il faut former des femmes leaders, dans chaque village, pour que des responsables féminins émergent peu à peu au niveau national. Je lance un appel à ceux qui pensent, comme moi, que le moment est venu.

Réformer la formation agricole

Depuis des dizaines d'années, la formation en agriculture et en sciences agronomiques a été un objectif secondaire des États et des politiques d'appui au développement. Le résultat est que beaucoup d'établissements d'enseignement professionnel, technique et supérieur agricole africains ont vu leurs ressources budgétaires se réduire et leurs meilleurs enseignants partir. Faute de moyens, ils se sont éloignés des besoins des acteurs socio-économiques : agriculteurs, agro-industriels, services de recherche ou de vulgarisation.

Les choses sont sans doute en train de changer sous l'impulsion du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD. En fixant à 6 % l'objectif de croissance annuelle de l'agriculture, il a mis en évidence d'énormes besoins en formation.

Si les établissements d'enseignement supérieur agricole connaissent un regain d'intérêt, ils doivent accepter de se réformer en profondeur pour bien répondre aux attentes qui sont placées en eux. Conscientes de l'enjeu, les organisations africaines se sont regroupées pour concevoir un mécanisme participatif pour la relance de l'enseignement supérieur agricole. Le Réseau africain pour l'enseignement de l'agriculture, l'agroforesterie et la gestion des ressources naturelles (ANAFE), regroupant plus de 134 établissements agricoles africains, et le Forum régional universitaire pour le renforcement des capacités en agriculture (RUFORUM), consortium de 25 universités d'Afrique centrale, australe et de l'Est, gèrent ce mécanisme. Harmoniser les actions et financements des bailleurs de fonds, créer de la valeur ajoutée par une meilleure collaboration entre institutions africaines de formation et ajuster les programmes aux besoins des acteurs économiques sont au programme.

Pour aller plus loin

ANAFE

www.anafeafrica.org

Association des agriculteurs des Îles-sous-le-vent (WINFA)

www.winfacaribbean.org

Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)

www.sacau.org

EAFF

www.eaffu.org

Plate-forme régionale des

organisations de producteurs d'Afrique centrale (PROPAC)

www.propac.org

Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine du NEPAD

www.nepad-caadp.net/

ROPPA

www.roppa.info

Réseau des politiques agricoles et forestières du Pacifique

<http://tinyurl.com/6fu83w3>

RUFORUM

www.ruforum.org

L'agriculture évolue

SPORE FAIT SA RÉVOLUTION



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT !

Tous les deux mois, retrouvez l'essentiel de l'information agricole des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Titre M. Mme Melle Prof Dr Ing SP411

Prénom Nom

Nom de l'organisation Département

Adresse postale ou rue + numéro

Ville Pays

Email Je souhaite recevoir Spore en : français anglais portugais

A envoyer à : Spore, CTA, PO Box 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas.

Un abonnement gratuit à Spore/Esporo est offert à toute organisation ou ressortissant d'un Etat membre de l'UE ou d'un pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) impliqué dans le développement agricole et rural. Les personnes qui ne répondent pas à ces critères peuvent acheter le magazine auprès de notre distributeur commercial, SMI. L'achat peut être réalisé en ligne (www.earthprint.com), par e-mail à l'adresse cta@earthprint.co.uk ou par voie postale (SMI, PO Box 119, Stevenage, Hertfordshire, SG1 4TP Royaume-Uni).

Le commerce ACP analysé et décrypté

<http://agritrade.cta.int>



agritrade

Les dernières informations sur le
commerce agricole et la pêche ACP-UE

